

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Philippe MACHENAUD-JACQUET  
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

Matahiti 167  
N° 15

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 20  
no Fepuare 2018

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 42 52 61

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 64 SAP du 2 février 2018 portant organisation des épreuves d'admission des concours externe et interne pour le recrutement de gardiens de la paix de la police nationale, session du 14 septembre 2017 ..... 3803

#### ACTES PRIS CONJOINTEMENT ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE

Pacte n° 417 du 18 janvier 2018 de l'accompagnement à la scolarité en Polynésie française ..... 3805

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Avis n° 176 CM du 14 février 2018 portant avis sur le projet de nomination du comptable public, M. Jean-Jacques Saulnier, agent de l'Etat, chargé de la paie de la Polynésie française ..... 3815

Arrêté n° 177 CM du 14 février 2018 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 1437 CM du 28 septembre 2015 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Papeete pour la construction d'une salle polyvalente couverte ..... 3815

##### ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

###### Présidence

Arrêté n° 93 PR du 13 février 2018 relatif à l'exercice des attributions du ministre du tourisme et des transports internationaux, en charge des relations avec les institutions ..... 3816

Arrêté n° 94 PR du 13 février 2018 portant modification de l'arrêté n° 476 PR du 4 juillet 2016 portant autorisation d'implantation d'une station-service marine à Bora Bora ..... 3816

Arrêté n° 95 PR du 13 février 2018 portant modification de l'arrêté n° 477 PR du 4 juillet 2016 portant autorisation d'implantation d'une station-service terrestre à Bora Bora ..... 3816

Arrêté n° 97 PR du 13 février 2018 portant octroi d'une aide financière à M. Jean-Louis Titona Tevaeearai ..... 3817

**Ministère du développement des ressources primaires, des affaires foncières,  
de la valorisation du domaine et des mines**

Arrêté n° 1393 MPF/DRMM du 13 février 2018 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Williams Nanuaiteari Tehuiotoa à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 376) . . . . .	<b>3818</b>
Arrêté n° 1394 MPF/DRMM du 13 février 2018 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Tahua Raphaël Rehua à l'usage de son exploitation perlicole sise à Apataki, commune de Arutua (exploitant n° 225) . . . . .	<b>3819</b>
Arrêté n° 1395 MPF/DRMM du 13 février 2018 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Jérôme Marie Guilloux à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 6) . . . . .	<b>3820</b>
Arrêté n° 1399 MPF du 13 février 2018 autorisant la location de la parcelle de terre dénommée "Lotissement Vaiharo, lot n° 48" cadastrée commune de Huahine section AK n° 47, commune associée de Fare, au profit de Mlle Emilienne Armande Barolle . . . . .	<b>3821</b>
Arrêté n° 1405 MPF du 14 février 2018 autorisant la location de la parcelle de terre dénommée "Lotissement Vaiharo, lot n° 54" cadastrée commune de Huahine section AK n° 40, commune associée de Fare, au profit de Mlle Néhémia Justine Amaru . . . . .	<b>3821</b>
Arrêté n° 1406 MPF du 14 février 2018 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Tu Christophe Huri à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 506) . . . . .	<b>3822</b>
Arrêté n° 1419 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Tevaitoa, commune de Tumaraa, au profit de M. Tamanui Roger Millaud (exploitant n° 371) . . . . .	<b>3823</b>
Arrêté n° 1420 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de M. Julien Teai Williams (exploitant n° 97) . . . . .	<b>3824</b>
Arrêté n° 1421 MPF du 14 février 2018 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de Mme Rosina Taurua Iriti épouse Temere à l'usage de son exploitation perlicole sise à Kauehi, commune de Fakarava (exploitant n° 129) . . . . .	<b>3825</b>
Arrêté n° 1422 MPF du 14 février 2018 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Arutua-Nui Ruanuu Claude Mai à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 259) . . . . .	<b>3826</b>
Arrêté n° 1425 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Joséphine Tohuora Makiroto (exploitante n° 186) . . . . .	<b>3827</b>
Arrêté n° 1426 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Manihi, commune de Manihi, au profit de la société civile aquacole Tairapa Fishing (exploitante n° 339) . . . . .	<b>3827</b>
Arrêté n° 1427 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de M. Purau Alvan Hio (exploitant n° 313) . . . . .	<b>3828</b>
Arrêté n° 1428 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de M. Augustin Samuela Brothers (exploitant n° 458) . . . . .	<b>3829</b>
Arrêté n° 1430 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Reao, commune de Reao, au profit de M. Teanohonohono Iona Tehau (exploitant n° 20) . . . . .	<b>3830</b>
Arrêté n° 1431 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de M. Rai Mauri (exploitant n° 175) . . . . .	<b>3831</b>
Arrêté n° 1432 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Mataiva, commune de Rangiroa, au profit de Mme Vaea Florence Maeva Toromona épouse Apuarii (exploitante n° 31) . . . . .	<b>3832</b>

Arrêté n° 1433 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Aratika, commune de Fakarava, au profit de Mme Sylviane Piivahine Taimana épouse Crombez (exploitante n° 27) ..... 3833

Arrêté n° 1434 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de Mme Tetuariipaena Huri épouse Hio (exploitante n° 89) ..... 3834

### **Ministère de l'équipement et des transports intérieurs**

Arrêté n° 1360 MET du 13 février 2018 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de la subdivision de l'équipement des Marquises ..... 3835

Arrêté n° 1407 MET du 14 février 2018 portant autorisation d'empiétement de prospect sur le domaine public routier au regard des parcelles cadastrées section N n° 166 et N n° 167 dépendant de la terre Auae sise dans la commune de Faa'a, au profit de la direction des transports terrestres ..... 3837

### **Ministère du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation**

Arrêté n° 1386 MTF du 13 février 2018 portant approbation du budget 2018 du collège de Teva I Uta adopté par le conseil d'établissement lors de la séance du 4 décembre 2017 ..... 3837

Arrêté n° 1390 MTF du 13 février 2018 portant approbation du budget 2018 du collège de Taiohae adopté par le conseil d'établissement lors de la séance du 29 novembre 2017 ..... 3840

Arrêté n° 1398 MTF du 13 février 2018 portant approbation du budget 2018 du lycée Tuianu-Le Gayic adopté par le conseil d'établissement lors de la séance du 5 décembre 2017 ..... 3842

Arrêté n° 1424 MTF/DGRH du 14 février 2018 mettant fin à la décharge totale d'activité de service octroyée à Mme Madeleine Shang, rédacteur chef, 8e échelon, pour exercer une activité syndicale auprès de la confédération syndicale A Tia I Mua ..... 3844

Arrêté n° 1435 MTF/DGRH du 14 février 2018 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'aide-technique principal du cadre d'emplois des aides-techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2018. .... 3844

Arrêté n° 1436 MTF/DGRH du 14 février 2018 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'aide-technique qualifié du cadre d'emplois des aides-techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2018. .... 3845

Arrêté n° 1437 MTF/DGRH du 14 février 2018 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur en chef de 1re catégorie de 2e classe du cadre d'emplois des ingénieurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2017. .... 3846

Arrêté n° 1438 MTF/DGRH du 14 février 2018 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2017. .... 3846

Arrêté n° 1448 MTF/DGRH du 14 février 2018 modifiant l'arrêté n° 13193 MTF/DGRH du 15 décembre 2017 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2017. .... 3847

## **ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

### **ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Décision 411144 du 20 décembre 2017 du Conseil d'Etat. .... 3848

### **ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

#### **Conventions Polynésie française - Organismes nationaux**

Convention n° 983 du 7 février 2018 de garantie à première demande du 31 janvier 2018 entre la Polynésie française et l'Agence française de développement. .... 3853

Convention n° 1010 du 8 février 2018 relative à la mission d'assistance technique de l'INAO dans le cadre de l'instruction du dossier de reconnaissance en appellation d'origine protégée (AOP) de la vanille de Tahiti. ....	3859
Convention particulière de coopération 2017 n° 1020 du 8 février 2018 entre la Polynésie française et l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).....	3862

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.....	3867
Annonces diverses .....	3871
Annonces marchés publics .....	3876





# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE n° HC 64 SGAP du 2 février 2018 portant organisation des épreuves d'admission des concours externe et interne pour le recrutement de gardiens de la paix de la police nationale, session du 14 septembre 2017.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires modifiée, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, modifiée ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 modifié portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu le décret n° 2013-908 du 10 octobre 2013 relatif aux modalités de désignation des membres des jurys et des comités de sélection pour le recrutement et la promotion des fonctionnaires relevant de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 août 2010 modifié relatif aux conditions d'aptitudes physiques particulières pour l'accès aux emplois de certains corps de fonctionnaires ;

Vu l'arrêté interministériel du 18 octobre 2012 relatif aux épreuves d'exercices physiques des concours pour le recrutement des commissaires de police, lieutenants de police et gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 décembre 2005 modifié portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 juillet 2007 fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnés à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 janvier 2014 modifié fixant les règles d'organisation, la nature et le programme des concours d'accès au corps de gardien de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 31 mars 2017 autorisant au titre de l'année 2017 l'ouverture de concours pour le recrutement de gardien de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 juin 2017 dérogeant au titre de la session de concours 2017, à certaines dispositions de l'arrêté du 13 janvier 2014 fixant les règles d'organisation, la nature et le programme des concours d'accès au corps de gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° HC 500 SGAP du 18 juillet 2017 portant organisation des épreuves écrites d'admissibilité des concours externe et interne pour le recrutement d'accès au grade de gardien de la paix de la police nationale, session du 14 septembre 2017 ;

Vu l'arrêté n° HC 871 SGAP du 13 novembre 2017 portant organisation des épreuves de pré-admission des concours externe et interne pour le recrutement d'accès au grade de gardien de la paix de la police nationale, session du 14 septembre 2017 ;

Vu l'instruction DRCPN/SDFDC/DREC/DOCEP/ n°000662 du 13 avril 2017 ;

Sur proposition du secrétaire général adjoint pour l'administration de la police,

Arrête :

Article 1er.— Les épreuves d'admission des concours externe et interne pour le recrutement de gardiens de la paix du 14 septembre 2017 se dérouleront selon les modalités suivantes :

Épreuves	Date, Horaires, lieux	Examineurs
<b>Langue étrangère</b> <b>Anglais</b> (durée 10 min -coeff.2)	<b>Mardi 20 février 2018</b> A partir de 8h00 Secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française	<b>M. Léopold MUSIYAN</b> Professeur d'anglais
<b>Test sous forme de questions/ réponses interactives</b> (durée 20 min – coeff.3)	<b>Lundi 26 février 2018</b> A partir de 8h30 Centre régional de formation de Polynésie française	<b>Mme Jeanine LEVIN</b> Secrétaire administrative de classe exceptionnelle <b>Mme Véronique TUTEAMARU</b> Adjointe administrative
<b>Entretien avec le jury</b> (durée 25 min – coeff.4) <b>Toute note inférieure à 05/20, hors coefficient, à cette épreuve, est éliminatoire.</b>	<b>Du Mardi 13 au Mercredi 14 mars 2018</b> A partir de 8h00 Centre régional de formation de Polynésie française	<b>M. Mario BANNER-MARTIN</b> Commissaire divisionnaire de police <b>Ou son remplaçant</b> <b>M. Jean-Loïc HANUSE</b> Commandant divisionnaire à l'emploi fonctionnel <b>M. Bernard CORRIGOU</b> Commandant de police <b>Mme Maïte GARCIA épse HUNTER</b> Brigadier-chef de police <b>Mme Laure-Léa CHARTIER</b> Psychologue

Art. 2.— Le secrétaire général adjoint pour l'administration de la police et le chef du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 février 2018.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le secrétaire général adjoint  
pour l'administration de la police,*  
Frédéric POISOT.

## **ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE)**

**PACTE n° 417 du 18 janvier 2018 de l'accompagnement à la scolarité en Polynésie française.**

### **PRESENTATION**

Le présent document est le résultat du travail de rédaction réalisé à partir de l'expérience des acteurs de l'accompagnement à la scolarité en Polynésie française, avec l'objectif que cette expérience serve à l'ensemble des acteurs éducatifs.

Ce pacte propose des orientations pédagogiques et organisationnelles qui représentent aussi des conditions nécessaires à la réussite et à la qualité du dispositif. Il rappelle les valeurs éducatives et la dimension partenariale comme des éléments essentiels qui ont présidé à ce travail.

Le présent document a été élaboré par un collectif, dont la liste est détaillée en annexe, composé de services de l'Etat, des Ministères chargés de l'éducation et de la jeunesse et des sports, d'associations d'éducation populaire, du syndicat mixte de gestion du contrat de ville, de représentants de communes. Il est destiné à l'ensemble des acteurs de l'accompagnement à la scolarité en Polynésie française.

### **I. DECLARATION LIMINAIRE**

**Le droit à l'éducation est un droit fondamental dans notre société.** L'école fait tout pour mener à la réussite les jeunes qui lui sont confiés. Pour remplir cette mission, elle développe notamment en son sein diverses formes d'aide et de soutien aux élèves en s'appuyant sur l'ensemble des coopérations qui s'offrent à elle.

**L'accompagnement à la scolarité joue un rôle complémentaire en partenariat avec l'Ecole,** pour autant qu'il se développe dans le respect des compétences et des responsabilités de chacun et des besoins de chaque enfant, sans se substituer aux obligations institutionnelles en matière scolaire.

L'accompagnement à la scolarité doit s'inscrire dans un **projet éducatif global de territoire qui se fixe comme objectif le développement des politiques jeunesse.** L'articulation avec d'autres dispositifs locaux à visée éducative est donc à rechercher. Ainsi, toutes les initiatives qui se donnent pour tâche d'aider les élèves et qui s'appuient sur les ressources de l'environnement, doivent être résolument encouragées.

Ce pacte vise à donner un cadre d'action à l'accompagnement à la scolarité en Polynésie française. Il s'appuie en cela sur **les textes de référence en matière d'éducation et d'accompagnement à la scolarité**, la Loi du Pays n° 2017-15 du 13 juillet 2017, relative à la charte de l'éducation de Polynésie française et la charte nationale de l'accompagnement à la scolarité, qui précisent notamment :

- L'Education est la priorité de la Polynésie française. Elle a pour finalité d'élever l'enfant pour qu'il devienne une personne responsable respectueuse d'elle-même, des autres et de son environnement ;
- Les parents accompagnent leurs enfants tout au long de la scolarité. Ils veillent notamment à l'accomplissement de leurs devoirs d'élèves ;
- L'école s'attache à la réussite de chaque élève. L'enseignement dispensé vise l'acquisition d'un socle commun de connaissances, de compétences et de culture qu'il est indispensable de maîtriser pour accomplir avec succès sa scolarité, poursuivre sa formation, construire son avenir personnel et professionnel et réussir sa vie en société ;

- La réussite éducative passe par la mobilisation de la société toute entière au travers d'actions s'inscrivant dans le cadre du projet éducatif. Ces actions visent notamment à assurer des activités pédagogiques et éducatives pendant et hors temps scolaire. Organisées en partenariat avec les associations notamment les mouvements d'éducation populaire, les communes ou les différents services, ces dispositifs ne se substituent pas aux activités d'enseignement ou de formation prévues par les programmes.

## **II. PRINCIPES GENERAUX ET OBJECTIFS DE L'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE**

On désigne par « accompagnement à la scolarité » l'ensemble des actions visant à offrir, aux côtés de l'école, l'appui et les ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'école, appui qu'ils ne trouvent pas toujours dans leur environnement familial et social.

Les actions d'accompagnement à la scolarité reconnues par le présent pacte et soutenues par les pouvoirs publics sont avant tout destinées à ceux qui ne bénéficient pas des conditions optimales de réussite scolaire.

Ces actions ont un caractère gratuit et laïc.

Elles visent à compenser les inégalités qui subsistent dans l'accès à la culture, au savoir et aux nouvelles technologies, qui se creusent pendant les temps où les enfants et les jeunes ne sont pris en charge ni par l'école ni par les familles.

En outre, l'accompagnement à la scolarité, parce qu'il se veut un trait d'union entre l'école et les parents et une ouverture sur les ressources culturelles d'un territoire, implique la convergence des possibilités techniques, logistiques et humaines qui y sont présentes.

### **Objectifs relatifs aux apprentissages :**

- Accompagner l'enfant à être autonome dans ses apprentissages, notamment scolaires ;
- Développer des méthodes de travail, de recherche et de mémorisation ;
- Réinvestir les apprentissages par des activités favorisant l'expérimentation, la créativité, les aptitudes logiques ;
- Développer la curiosité et l'envie d'apprendre des enfants par une ouverture sur d'autres centres d'intérêts.

### **Objectifs relatifs au développement personnel :**

- Mettre l'enfant en situation de réussite afin de renforcer sa confiance et l'estime de soi ;
- Mettre en œuvre des stratégies et des pratiques favorisant l'entraide, la vie en collectivité (le vivre ensemble) et l'épanouissement dans un groupe.

### **Objectifs relatifs à la famille :**

- Offrir aux parents un espace d'information, de dialogue, de soutien, de médiation, leur permettant une plus grande implication dans le suivi de la scolarité de leurs enfants.

**Objectifs relatifs au partenariat et à la coordination :**

- Garantir la continuité éducative et assurer l'articulation des projets éducatifs de l'école et des différents partenaires ;
- Assurer la coordination des différents partenaires par des réunions régulières.

**III. PRINCIPES D'ACTIONS****Le présent pacte entend rappeler :****La conception éducative des temps d'accompagnement à la scolarité**

C'est un travail d'accompagnement des enfants comprenant en général 3 temps :

1. Une coupure avec le temps scolaire, de retour au calme des enfants (goûter, échanges entre l'enfant et l'accompagnateur, petits jeux) ;

Il convient de prendre en compte le rythme de vie des enfants selon leur âge, et d'éviter tout effet d'accumulation avec ce que vivent les enfants durant leur journée.

2. Une aide méthodologique aux apprentissages scolaires, qui peut comprendre, éventuellement, un temps pour les devoirs ;

Le développement des compétences des enfants s'appuie sur l'acquisition de savoirs, de savoir-être et de savoir-faire.

3. Des activités ludiques au travers desquelles seront réinvestis les apprentissages en cours ;

Le jeu est le moteur essentiel du développement de l'enfant. Il lui permet de construire son rapport au réel, de l'accepter en le vivant dans un espace protégé. Les temps de jeux mettent en action la communication, la coopération, l'élaboration de stratégies. L'accompagnement à la scolarité s'appuie sur le fort potentiel du jeu pour faire vivre aux enfants et aux adolescents des situations ludiques où se mêlent plaisir, aventure, découverte et apprentissages multiples.

Il convient d'éviter la dispersion des activités en consacrant à chacune d'entre elles un temps suffisant de pratique, s'inscrivant dans une démarche de projets et permettant à l'enfant de progresser dans ses apprentissages.

**Les relations partenariales des acteurs éducatifs**

L'efficacité des actions d'accompagnement à la scolarité dépend dans une large mesure de la conception par l'ensemble des partenaires d'un projet éducatif spécifique, qui privilégiera :

- la continuité éducative et la cohérence entre les activités scolaires et les actions d'accompagnement à la scolarité ;
- la reconnaissance des rôles de chacun, et la complémentarité des acteurs ;

- le renforcement des échanges entre les équipes éducatives, les intervenants de l'accompagnement à la scolarité et les parents d'élèves ;

Il convient de favoriser des temps de rencontres, de se coordonner régulièrement, d'évaluer le dispositif pour le rendre efficace et développer une culture commune de l'éducation.

### **Le rôle des accompagnateurs**

La tâche de l'accompagnateur exige :

- une compétence fondée sur l'expérience, et notamment une bonne connaissance de l'environnement social et culturel immédiat, un bon degré d'information sur le fonctionnement de la scolarité, un sens aigu de la relation avec les enfants et les jeunes, comme avec leurs familles.
- Une préparation et une formation adaptée ;
- Probité et moralité ;
- Le respect du caractère laïc de l'accompagnement à la scolarité et le refus de tout prosélytisme.

### **Les signataires du présent pacte s'engagent à :**

- promouvoir la constitution d'un réseau d'accompagnement à la scolarité mobilisant, autour d'un projet éducatif commun et sur chaque territoire engagé, le tissu associatif, les directions des établissements scolaires et leurs équipes pédagogiques, les familles et les institutions locales.
- renforcer l'exigence de qualité des projets mis en œuvre et à organiser ou à participer aux actions de formation qui y contribuent.
- reconnaître la nécessaire complémentarité et implication de chacun des acteurs dans le respect de leurs rôles, fonctions et compétences.

Fait à Papeete, le 17 janvier 2018

*Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
René BIDAŁ.*

*Le Président  
de la Polynésie française,  
Edouard FRITCH.*

## ANNEXES

- **Annexe 1** : composition du comité de pilotage et des rédacteurs du présent pacte de l'accompagnement à la scolarité

### ANNEXE 1

#### **Composition du comité de pilotage et des rédacteurs du pacte de l'accompagnement à la scolarité**

##### **Administrations :**

- Haut-commissariat de la République en Polynésie française - Mission d'Aide et d'Assistance Technique (HC/SAIDV/MAAT)
- Vice-rectorat de la Polynésie française
- Présidence de la Polynésie française - Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS)
- Ministère du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur - Direction Générale de l'Education et des Enseignements (DGEE)
- Inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription de Faa'a
- Direction du collège de Punaauia

##### **Associations :**

- Arii Heiva Rau - Francas (AHR)
- Centre d'Entrainement aux Méthodes d'Education Active (CEMEA)
- Coordination pour Promouvoir Compétences et Volontariat (CPCV)
- Fédération des Œuvres Laïques - Ligue de l'Enseignement (FOL)
- Fédération des Associations de Parents d'élèves de l'Enseignement Public (FAPEEP)

##### **Collectivités :**

- Syndicat Mixte de gestion du Contrat de Ville
- Commune de Moorea-Maiao
- Commune Papeete
- Commune de Punaauia

# ‘ŌPUARA’A NO TE ARATA’IRA’A HA’API’IRA’A I PŌRĪNETIA FARĀNI

## VAUVAURA’A PARAU

E parau pū’ohura’a teie no te ‘ohipa tuatāpapara’a i ravehia mai e te feiā i ha’apa’o mai i te arata’ira’a ha’api’ira’a i Pōrīnetia farāni, mā te ha’afau’a i te reira no te tā’ato’ara’a o te feiā e rohi nei i te pae no te ha’api’ira’a.

E rāve’a teie no te fa’a’itera’a i te mau ‘āvei’a no te fa’anahora’a i taua tuha’a ‘ohipa arata’ira’a ia ha’apāpūhia te manuiara’a e te maitata’i o te fa’anahora’a nei. Te fa’ahamana’o nei teie ‘ohipa i te faufa’a o te ha’api’ira’a e te fa’anahora’a o te huru o te ‘ohipa i ravehia mai.

Ua ravehia mai teie ‘ohipa e te tahi pupu ‘āmui o tei fa’ahitihia te i’oa i muri mai, te vai ra te mau ti’a no te Haunui, te mau ti’a no te Fa’a’aterera’a haufenua e ha’apa’o nei i te ‘ohipa ha’api’ira’a e te ti’a’aura’a i te u’i ‘āpī e te ‘ohipa tū’aro, te mau tā’atira’a rau, te aupupu ‘āmui no te ti’a’aura’a o te parau fa’aaura’a ‘oire, te mau ti’a no te mau ‘oire. Ua ha’ahia mai teie ‘ohipa no te tā’ato’ara’a o te feiā e rohi nei i roto i te ‘ohipa ha’api’ira’a i Pōrīnetia farāni nei.

## I. PARAU ‘ŌMUARA’A

**Te ha’api’ira’a, e tītaura’a ia nā te ta’ata i roto i tō na orara’a i teie tau.** ‘Aita atu e tītaura’a a te ha’api’ira’a maoti ra ia manuia te u’i ‘āpī. No te tāpaera’a i ni’a i taua fā nei, te vai ra te mau rāve’a o tei fa’anahohia no tē tauturura’a i te mau pīahi.

**E fa’anahora’a fa’anava’i te arata’ira’a ha’api’ira’a nō te Fare ha’api’ira’a,** mea tītauhia te reira ia hotu māite mā tē fa’atura i te mau ‘aravihira’a o te feiā arata’i e te hia’ai o te tama, mā te ‘ore roa ra e ha’afifi i te ‘ohipa a te feiā e ha’apa’o nei i te ha’api’ira’a.

Ia fa’anahohia te **‘ōpuara’a ha’api’ira’a rahi o te fenua nei ‘ei fā no te ha’amāhiere’a i te porotita no te u’i ‘āpī.** No reira mea hau ia ‘imihia te rāve’a ia tano te mau fa’anahora’a ato’a i te pae no te ha’api’ira’a, mā tē tauturura’a i te mau fa’anahora’a ato’a e rohira’a no te maita’i o te tama pīahi.

E rāve’a maoti teie no te fa’anahora’a i te ‘ohipa arata’ira’a ha’api’ira’a i Pōrīnetia farāni nei. Ua niuhia ‘o ia i ni’a i te mau fa’aotira’a mana i ni’a i tē ha’api’ira’a e te arata’ira’a no te ha’api’ira’a, te Ture fenua n° 2017-15 no te 13 no tiurai 2017, i ni’a i tē fa’aaura’a no te ha’api’ira’a no Pōrīnetia farāni e te fa’aaura’a hau farāni no te arata’ira’a ha’api’ira’a, o tē ha’apāpū mai nei :

- Ia riro te Ha’api’ira’a ‘ei tumu ‘ohipa mātāmua no Pōrīnetia farāni. Tā na fā ‘oia ia te hi’ira’a i te tama, ia riro mai ‘o ia ‘ei ti’a faufa’a e te fa’atura maita’i ia na iho, i te ta’ata tupu e i te arutaimāreva ;
- Ia arata’i māite te mau metua i tā rātou mau tamari’i i te roara’a o tō na orara’a ha’api’ira’a. Ia ha’apa’o māite rātou i tā rātou mau ‘ohipa ha’api’ira’a ;
- Ia ha’afau’a māite te ha’api’ira’a i te manuiara’a o te tama. E rāve’a te ha’api’ira’a no te ha’afatura’a i te tama i te ‘ite, te ‘aravihira’a, e te hīro’a ‘āmui e te tahi atu mau tamari’i, ia manuia ‘o ia i roto i tā na ha’api’ira’a, te patura’a i tō na orara’a no ‘āmuri a’e e te manuiara’a o tō na orara’a i roto i te tōtaiete ;



- No te manuiara'a o te ha'api'ira'a mea tītauhia te tā'ato'ara'a ia fa'aitoito i roto i te 'ōpuara'a nei no te arata'ira'a ha'api'ira'a. E rāve'a teie mau ha'ara'a no te ha'amanuiara'a i te ha'api'ira'a i te taime ha'api'ira'a e i rāpae ato'a i taua taime
- o tei fa'anahohia e te mau tā'atira'a e rave rahi i rohi 'āmui, te mau 'oire aore ra te mau piha tōro'a rau, e'ita roa teie mau fa'anahora'a e fa'aāpiāpi i te 'ohipa ha'api'ira'a matarohia.

## II. TE MAU FA'ANAHORA'A E TE MAU FĀ O TE ARATA'IRA'A HA'API'IRA'A

E parauhia e « arata'ira'a ha'api'ira'a » te tā'ato'ara'a o te mau ha'ara'a e 'āpe'e 'āmui nei i te ha'api'ira'a no tē tauturura'a e tē fa'anahora'a i te faufa'a rau e hina'arohia ra ia manuia te tamari'i i te ha'api'ira'a, mai te mau rāve'a e 'ore e fāna'ohia ra e te mau 'utuafare.

Te turuhia nei teie fa'anahora'a arata'ira'a ha'api'ira'a e te mau ti'a mana, e mau fa'anahora'a ia o tei fa'aineinehia mai no te mau tamari'i nava'i 'ore i te faufa'a.

Mea tāmoni 'ore teie mau fa'anahora'a.

E rāve'a maoti teie mau fa'anahora'a no te fa'aitira'a i te mau 'erera'a e vai nei ia au i te parau no te hīro'a, te 'ite e te mau rāve'a mata'ī 'āpī, ua riro te reira mau 'erera'a 'ei fa'ata'a'ēra'a i te mau tamari'i no te tumu o te mau rāve'a e 'ore e amohia ra e te ha'api'ira'a e te mau 'utuafare.

Hau atu ra, ua riro te arata'ira'a ha'api'ira'a 'ei rāve'a no te tū'atira'a i te ha'api'ira'a e te mau metua, no reira mea tītau-ato'a-hia ia ha'afaufa'a i te mau rāve'a mata'ī, i te mau fa'anahora'a e i te mau rāve'a mā tē 'āmui ato'a mai i te mau ta'ata ato'a e rohi 'āmui nei.

### Te mau fā ia au i te 'ohipa ha'api'ira'a :

- Te arata'ira'a i te tamari'i ia ti'amā 'o ia i roto i tā na ha'api'ira'a
- Te ha'amāhiera'a i te mau fa'anahora'a i te pae no te 'ohipa, no te mā'imira'a e no te tāmau-'ā'au-ra'a.
- Te ha'afaufa'ara'a i te ha'api'ira'a na roto i te ha'amātaura'a, te fa'ahitira'a mana'o 'āpī e te ferurira'a māmarama.
- Te ha'amāhiera'a i te mata araara e te hīa'ai ha'api'i na roto i te ha'amāhorahorara'a ia na i te fa'anahora'a 'āpī.

### Te mau fā ia au i te ha'amāhiera'a ta'ata :

- Te fa'aineinera'a i te tamari'i ia manuia 'o ia e ia pāpū māite tō na ti'aturi ia na iho.
- Te fa'a'ohipara'a i te mau fa'anahora'a ato'a no te auturuturura'a, te orara'a 'āmui e te mahorahorara'a i roto i te pupu.

### Te fā ia au i te 'utuafare :

- Te vai-ineine-ra'a te vāhi ha'amāmaramara'a, te vāhi tau'ara'a parau, te vāhi tauturura'a no te mau metua, ia ti'a ia rātou i te arata'i i tā rātou tamari'i i roto i tā rātou ha'api'ira'a.

### Te mau fā ia au i te auhoara'a e te tū'ati'atira'a mana'o :

- Te fa'aaura'a i te ha'api'ira'a tāmāu e te ha'apāpūra'a i te tū'ati'atira'a o te mau 'ōpuara'a ha'api'ira'a e te feiā e rohi 'āmui nei.
- Te ha'apāpūra'a i te tū'ati'atira'a i rotopū i te feiā e rohi 'āmui ra na roto i te mātutura'a pinepine.

### III. TE MAU FA'ANAHORA'A NO TE HA'ARA'A

**Te fa'aha'amana'o nei teie fa'aaura'a :**

**Te fa'anahora'a i te mau taime arata'ira'a ha'api'ira'a**

E 'ohipa arata'ira'a ia i te mau tamari'i tei tātuha'ahia e toru taime :

1. Te fa'ata'ara'a i te taime ha'api'ira'a, 'ei taime hau no te tama (tāmā'ara'a, 'aitauira'a mana'o e te feiā ha'apa'o, taime ha'utira'a) ;

Mea ti'a roa ia ha'apa'ohia te huru orara'a o te tamari'i ia au i tō na matahiti, e ia araihia te mau ha'afifira'a no roto mai i te 'ū'anara'a 'ohipa i te roara'a o te mahana.

2. Te tauturura'a no te fa'anahora'a i te ha'api'ira'a, e ti'a ia tu'u-ato'a-hia mai te taime fa'aaineinera'a 'ohipa ha'api'ira'a ;

E ia turuhia te 'aravihira'a o te mau tamari'i i ni'a i te ha'api'ira'a 'ite, te ha'api'ira'a peu maitata'i e te 'ohipa maita'i.

3. Te ravera'a i te 'ohipa au na roto i te fa'a'ana'anataera'a e te ha'utira'a mā te fa'a'ohipara'a i te mau ha'api'ira'a rau.

E rāve'a faufa'a roa te fa'a'ana'anataera'a no te ha'amāhiera'a i te tamari'i, na te reira e patu ia na i roto i tō na orara'a, te fa'ari'ira'a i te reira na roto i te fa'a'ohipara'a i roto i te tahi vāhi pāruhia. I te taime ha'utira'a e fa'a'ohipahia ai te 'ohipa tau'ara'a parau, te auturuturura'a, te ha'amaura'a i te fa'anahora'a i ferurihia. Ua niuhia te arata'ira'a ha'api'ira'a i ni'a i te faufa'a rahi o te ha'uti e te fa'a'ana'anataera'a ia 'ōhie noa te ha'api'ira'a.

'Eiaha e horo pūpara noa e ia fa'anaho-māite-hia te mau ha'ara'a ia 'ore te tama e fifi no te vitiviti, ia fa'anahohia ra mā tē fa'anava'i i te taime no te 'apora'a mai i taua mau ha'api'ira'a.

**Te tū'ati'atira'a i rotopū i te feiā e rohi 'āmui nei i te pae no te ha'api'ira'a**

No te nanonano o te fa'anahora'a arata'ira'a ha'api'ira'a mea tītauhia te 'ōpuara'a ia fa'aaineine-maita'i-hia e ia feruri-hōhonu-hia te reira e te feiā e rohi 'āmui ra, ia fa'anaho-māite-hia :

- te rohi-tāmau-ra'a i roto i te arata'ira'a ha'api'ira'a, te aumāitera'a o te mau 'ohipa ha'api'ira'a e te mau ha'ara'a no te arata'ira'a ha'api'ira'a ;
- te tōro'a o te reira e te reira ta'ata, e te faufa'a o terā e terā ta'ata e rohi 'āmui ra ;
- te ha'apūaira'a i te tā'amura'a i rotopū i te mau pupu ha'api'i, te feiā arata'i e te mau metua tamari'i ;

Ia ha'afaua'ahia te mau taime fāreireira'a, ia tau'a parau pinepine, ia ferurihia te maita'i o te fa'anahora'a i te roara'a o te tau 'ohipara'a e ia fa'anahohia te tahi niu hīro'a 'āmui.

### **Te tōro'a o te feiā arata'i**

No te ravera'a i te 'ohipa arata'ira'a mā te au, mea tītauhia :

- 'Ei 'aravihira'a pāpū ia au i te tau 'ohipara'a roa, 'oia ihoā ra te māmarama i te pae tōtiare e i te pae no te hīro'a tumu, te māmarama i te pae no te terera'a 'ohipa ha'api'ira'a, te māmarama i te huru o te tama, o te mau taure'are'a e tō te mau 'utuafare.
- Te ineinera'a ia au i te ha'api'ira'a tano.
- Te pa'ari e te peu mā.
- Te fa'ata'a'ēra'a i te fa'aro'o e te 'ohipa ha'api'ira'a, mā te fa'aātea 'ē atu i te 'ohipa huihuira'a ta'ata.

### **Te fa'aau nei te feiā e rohi 'āmui nei i :**

- te fa'a'ū'anara'a i te 'ohipa arata'ira'a ha'api'ira'a na roto i te fa'ananeara'a i te auhoara'a, ia au i te tahi 'ōpuara'a 'āmui i ni'a i te tahi tuha'a fenua rohira'a pāpū, ia 'āmuihia te mau tā'atira'a, te mau ti'a fa'atere no te mau fare ha'api'ira'a e tā rātou mau pupu feiā ha'api'i, te mau 'utuafare e te mau ti'a porotita ato'a.
- te ha'apāpūra'a i te maitata'i mā te tūtavara'a i roto i te mau 'ōpuara'a i fa'aîneinehia e te fa'anahora'a i te mau ha'api'ira'a.
- te fa'aturara'a i te tuha'a e amohia ra e terā e terā ti'a i ni'a i tā na 'ohipa e tō na 'aravihira'a.

Ravehia i Papeete, i te 17 no tenuare matahiti 2018

*Te Tomitera teitei no te Repupirita  
i Porinetia farani,  
René BIDAŁ.*

*Te Peretineni  
no Porinetia farani,  
Edouard FRITCH.*

## PARAU ‘ĀPITI

- **Parau ‘āpiti 1 :** Te mau ti’a no te tōmite arata’ira’a e te mau ti’a pāpa’i parau no teie parau fa’aaura’a arata’ira’a ha’api’ira’a

## PARAU ‘ĀPITI 1

Te mau ti’a no te tōmite arata’ira’a e te mau ti’a pāpa’i parau no teie parau fa’aaura’a arata’ira’a ha’api’ira’a

### Te Hau :

- Te Tōmitera no te Repūpirita i Pōrīnetia farāni – Tōmite tauturu e te arata’ira’a mata’i (HC/MAAT)
- Te Fa’aterera’a no te ha’api’ira’a i Pōrīnetia farāni
- Te Fa’aterera’a hau no te ‘ohipa, te ha’api’ira’a tōro’a e te ha’api’ira’a, e ha’apa’o nei i te ‘ohipa a te hau, te mā’imira’a e te ha’api’ira’a teitei – Te Fa’aterera’a rahi no te ha’api’ira’a e te mau a’ora’a (DGEE)
- Te Peretitenira’a no Pōrīnetia farāni – Fa’aterera’a no te u’i ‘āpī e te ‘ohipa tū’aro (DJS)
- Te Ti’a hi’opo’a no te Ha’api’ira’a haunui no te tuha’a no Faaa (IEN n°14)
- Te Fa’aterera’a no te ha’api’ira’a tuarua tahi no Punaauia

### Tā’atira’a :

- Arii Heiva Rau – Francas (AHR)
- Te Pū fa’aaineinera’a i te mau fa’anahora’a no te ha’api’ira’a tu’utu’u ‘ore (CEMEA)
- Te Fa’atū’ati’atira’a no te ha’afaufa’ara’a i te ‘aravihira’a e te hīa’ai rave (CPCV)
- Te ‘Āmuitahira’a no te mau ‘ohipa rāita – ‘Āmuitahira’a no te mau a’ora’a (FOL)
- Te ‘Āmuitahira’a no te mau tā’atira’a metua tamari’i haere ha’api’ira’a no te mau fare ha’api’ira’a a te hau (FAPEEP)

### ‘Oire :

- Aupupu ‘āmui no te ti’a’aura’a i te fa’aaura’a ‘oire
- ‘Oire no Moorea-Maiao
- ‘Oire no Papeete
- ‘Oire no Punaauia

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

**AVIS n° 176 CM du 14 février 2018 portant avis sur le projet de nomination du comptable public, M. Jean-Jacques Saulnier, agent de l'Etat, chargé de la paierie de la Polynésie française.**

NOR : DBF1800088AV

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 97 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine du haut-commissaire n° HC 74 DIRAJ/BAJC/rr du 2 février 2018 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 février 2018,

Emet l'avis suivant :

Article 1er. — Le projet de nomination du comptable public, M. Jean-Jacques Saulnier, agent de l'Etat, chargé de la paierie de la Polynésie française appelle un avis favorable.

Art. 2. — Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 177 CM du 14 février 2018 portant prorogation du délai de validité de l'arrêté n° 1437 CM du 28 septembre 2015 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Papeete pour la construction d'une salle polyvalente couverte.**

NOR : DDC1820130AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 1437 CM du 28 septembre 2015 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Papeete pour la construction d'une salle polyvalente couverte ;

Vu la lettre de demande de prorogation n° 36 DJECS-MG/JBR en date du 10 janvier 2018 ;

Vu le commencement d'exécution de l'opération en date du 15 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 février 2018,

Arrête :

Article 1er. — Le délai de validité de l'arrêté n° 1437 CM du 28 septembre 2015 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Papeete pour la construction d'une salle polyvalente couverte est prorogé pour une période de quatre (4) mois et quinze (15) jours à compter du 15 février 2018.

Art. 2.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands projets d'investissement et des réformes économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Papeete et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le vice-président,*  
Teva ROHFRITSCH.

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

**ARRETE n° 93 PR du 13 février 2018 relatif à l'exercice des attributions du ministre du tourisme et des transports internationaux, en charge des relations avec les institutions.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 29 PR du 16 janvier 2017 relatif aux attributions du ministre du tourisme et des transports internationaux, en charge des relations avec les institutions ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Mme Priscille Tea Frogier, ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre du tourisme et des transports internationaux, en charge des relations avec les institutions, pendant l'absence de Mme Nicole Bouteau, du 16 au 24 février 2018 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 2018.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 94 PR du 13 février 2018 portant modification de l'arrêté n° 476 PR du 4 juillet 2016 portant autorisation d'implantation d'une station-service marine à Bora Bora.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 97-128 APF du 24 juillet 1997 réglementant l'implantation des stations de distribution de carburant ;

Vu l'arrêté n° 842 CM du 21 août 1997 modifié fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la commission d'implantation des stations de distribution de carburants ;

Vu l'arrêté n° 476 PR du 4 juillet 2016 portant autorisation d'implantation d'une station-service marine à Bora Bora ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 février 2018,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 476 PR du 4 juillet 2016 susvisé est rectifié ainsi qu'il suit :

*Lire* : "L'EURL Station Anau est autorisée" ;  
*Au lieu de* : "M. Marcel Manate est autorisé".

Art. 2.— Le ministre de la culture, de l'environnement, de l'artisanat et de l'énergie, en charge de la promotion des langues et de la communication, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 2018.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de la culture,*  
*de l'environnement*  
*de l'artisanat et de l'énergie*  
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

**ARRETE n° 95 PR du 13 février 2018 portant modification de l'arrêté n° 477 PR du 4 juillet 2016 portant autorisation d'implantation d'une station-service terrestre à Bora Bora.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 97-128 APF du 24 juillet 1997 réglementant l'implantation des stations de distribution de carburant ;

Vu l'arrêté n° 842 CM du 21 août 1997 modifié fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la commission d'implantation des stations de distribution de carburants ;

Vu l'arrêté n° 477 PR du 4 juillet 2016 portant autorisation d'implantation d'une station-service terrestre à Bora Bora ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 février 2018,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 477 PR du 4 juillet 2016 susvisé est rectifié ainsi qu'il suit :

*Lire* : "L'EURL Station Anau est autorisée" ;  
*Au lieu de* : "M. Marcel Manate est autorisé".

Art. 2.— Le ministre de la culture, de l'environnement, de l'artisanat et de l'énergie, en charge de la promotion des langues et de la communication, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 2018.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de la culture,*  
*de l'environnement*  
*de l'artisanat et de l'énergie*  
Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

**ARRETE n° 97 PR du 13 février 2018 portant octroi d'une aide financière à M. Jean-Louis Titiona Tevaeearai.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2016-122 APF du 1er décembre 2016 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2017 ;

Vu la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 relative aux aides à la filière agricole ;

Vu l'arrêté n° 1929 CM du 30 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017 relative aux aides à la filière agricole ;

Vu la demande d'aide de M. Jean-Louis Titiona Tevaeearai en date du 2 novembre 2017 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des aides à la filière agricole du 24 novembre 2017,

Arrête :

Article 1er.— Une aide à l'investissement en équipements agricoles et d'agro-transformation d'un montant de 4 851 591 F CFP (*quatre millions huit cent cinquante et un mille cinq cent quatre-vingt-onze francs CFP*) est attribuée à M. Jean-Louis Titiona Tevaeearai (aide type II de la loi du pays n° 2017-26 du 9 octobre 2017). M. Jean-Louis Titiona Tevaeearai, né le 14 octobre 1968 à Taiarapu-Est, est exploitant agricole à Toahotu, Taiarapu-Ouest, carte professionnelle CAPL n° A6-484.

Le taux d'aide attribué correspond à 60 % du montant des dépenses éligibles ci-après :

*Dépenses éligibles* : 8 085 985 F CFP.  
*Aide* : 4 851 591 F CFP.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 905, AP 89-2017, article 204, AE 137-2017.

Art. 3.— L'aide est versée en une fois, sur le compte ouvert par les Ets Dieumegard, fournisseur de l'équipement agricole et d'agro-transformation, à la banque SOCREDO, suivant les termes d'une convention qui sera signée par le bénéficiaire de l'aide, le fournisseur du matériel et la Polynésie française.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage à commander le matériel, objet de l'aide, auprès du fournisseur dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Il s'engage également à signer la facture correspondant au matériel subventionné lors de son retrait auprès du fournisseur, auquel il verse sa quote-part de la dépense réalisée.

Art. 4.— Le fournisseur du matériel dispose d'un délai de 3 mois, à compter de la date figurant sur la facture signée par le bénéficiaire, pour faire parvenir à la direction de l'agriculture les pièces nécessaires à la liquidation de l'aide, spécifiées dans la convention précitée.

Art. 5.— Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, l'autorité compétente constate la caducité de sa décision et en informe le bénéficiaire. Sur demande motivée du bénéficiaire transmise au service instructeur par lettre recommandée avant l'expiration du délai de caducité, cette autorité peut proroger la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Art. 7.— M. Jean-Louis Tittona Tevaeearai s'engage à laisser libre accès à la direction de l'agriculture pour vérifier la réalisation de l'opération financée. Il s'engage également à pratiquer l'agriculture, l'élevage ou l'exploitation forestière durant au moins 5 ans à partir de la date du présent arrêté, et à conserver l'usage de l'investissement financé durant toute la durée de son amortissement et pendant une durée minimale de 5 ans à partir de son acquisition.

Art. 8.— Le remboursement de l'aide octroyée par le présent arrêté peut être exigé dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par le présent arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans le présent arrêté.

Art. 9.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands projets d'investissement et des réformes économiques, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Louis Tittona Tevaeearai et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 2018.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Teva ROHFRTSCH.

**MINISTRE DU DEVELOPPEMENT  
DES RESSOURCES PRIMAIRES,  
DES AFFAIRES FONCIERES,  
DE LA VALORISATION DU DOMAINE  
ET DES MINES**

**ARRETE n° 1393 MPF/DRMM du 13 février 2018 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Williams Nanuaiteari Tehuiotoa à l'usage de son exploitation pericicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 376).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 634 MPF du 2 février 2017 modifié portant délégation de signature du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines à Mme Hinano Teanotoga, directrice des ressources marines et minières ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations pericicoles de Polynésie française ;



Vu l'arrêté n° 13260 MPF du 18 décembre 2017 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Williams Nanuaiterai Tehuiotoa sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 376) ;

Vu la demande d'agrément de M. Williams Nanuaiterai Tehuiotoa du 2 février 2018 reçue le 5 février 2018,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de M. Williams Nanuaiterai Tehuiotoa, titulaire de la carte de producteur de produits perliers, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Arutua, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 21 décembre 2022.

Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 5 000 litres d'essence sans plomb et 2 000 litres de gazole qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 966-01, article 652.

Art. 4. — Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de M. Williams Nanuaiterai Tehuiotoa délivrés par la direction des ressources marines et minières.

Art. 5. — M. Williams Nanuaiterai Tehuiotoa s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le présent arrêté sera notifié à M. Williams Nanuaiterai Tehuiotoa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 2018.  
Pour le ministre et par délégation :

*La directrice des ressources  
marines et minières,  
Hinano TEANOTOGA.*

**ARRETE n° 1394 MPF/DRMM du 13 février 2018 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Tahua Raphaël Rehua à l'usage de son exploitation perlicole sise à Apataki, commune de Arutua (exploitant n° 225).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 634 MPF du 2 février 2017 modifié portant délégation de signature du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines à Mme Hinano Teanotoga, directrice des ressources marines et minières ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13259 MPF du 18 décembre 2017 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Tahua Raphaël Rehua sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 225) ;

Vu la demande d'agrément de M. Tahua Raphaël Rehua du 6 février 2018 ;

Vu la demande de l'agrément pour les transferts de nacres interinsulaires de M. Tahua Raphaël Rehua du 6 février 2018,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de M. Tahua Raphaël Rehua, titulaire des cartes de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités perlicoles à Arutua, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 21 décembre 2022.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 9 000 litres d'essence sans plomb et 8 400 litres de gazole qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 966-01, article 652.

Art. 4.— Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de M. Tahua Raphaël Rehua délivrés par la direction des ressources marines et minières.

Art. 5.— M. Tahua Raphaël Rehua s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 7.— Le présent arrêté sera notifié à M. Tahua Raphaël Rehua et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 2018.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice des ressources  
marines et minières,  
Hinano TEANOTOGA.*

**ARRETE n° 1395 MPF/DRMM du 13 février 2018 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Jérôme Marie Guilloux à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 6).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 634 MPF du 2 février 2017 modifié portant délégation de signature du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines à Mme Hinano Teanotoga, directrice des ressources marines et minières ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13263 MPF du 18 décembre 2017 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Williams Jérôme Marie Guilloux sis à Takume, commune de Makemo (exploitant n° 6) ;

Vu la demande d'agrément de M. Jérôme Marie Guilloux du 6 février 2018, reçue le 7 février 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de M. Jérôme Marie Guilloux, titulaire des cartes de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Takume, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 21 décembre 2022.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 5 000 litres d'essence sans plomb et 600 litres de gazole qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 966-01, article 652.

Art. 4.— Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de M. Jérôme Marie Guilloux délivrés par la direction des ressources marines et minières.

Art. 5.— M. Jérôme Marie Guilloux s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 7.— Le présent arrêté sera notifié à M. Jérôme Marie Guilloux et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 2018.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice des ressources  
marines et minières,  
Hinano TEANOTOGA.*

**ARRETE n° 1399 MPF du 13 février 2018 autorisant la location de la parcelle de terre dénommée "Lotissement Vaiharo, lot n° 48" cadastrée commune de Huahine section AK n° 47, commune associée de Fare, au profit de Mlle Emilienne Armande Barolle.**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de location de Mlle Emilienne Armande Barolle en date du 13 octobre 2017 ;

Vu la lettre de la direction des affaires foncières relative à la proposition de loyer n° 20310 MPF/DAF en date du 11 décembre 2017 ;

Vu la lettre d'acceptation de Mlle Emilienne Armande Barolle en date du 2 janvier 2018,

Arrête :

Article 1er.— La location de la parcelle de terre dénommée "Lotissement Vaiharo, lot n° 48", cadastrée commune de Huahine, section AK n° 47, commune associée de Fare, accusant une superficie de 1 250 mètres carrés, est autorisée au profit de Mlle Emilienne Armande Barolle, à des fins d'habitation (construction d'une maison de type OPH).

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 4.— Le loyer annuel est fixé à *deux cent quatre-vingt-un mille deux cent cinquante* (281 250) *francs CFP*, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7.— Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mlle Emilienne Armande Barolle et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 2018.

Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 1405 MPF du 14 février 2018 autorisant la location de la parcelle de terre dénommée "Lotissement Vaiharo, lot n° 54" cadastrée commune de Huahine, section AK n° 40, commune associée de Fare, au profit de Mlle Néhémia Justine Amaru.**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande de location de Mlle Néhémia Justine Amaru en date du 13 octobre 2017 ;

Vu la lettre de la direction des affaires foncières relative à la proposition de loyer n° 20311 MPF/DAF en date du 11 décembre 2017 ;

Vu la lettre d'acceptation de Mlle Néhémia Justine Amaru en date du 18 décembre 2017,

Arrête :

Article 1er.— La location de la parcelle de terre dénommée "Lotissement Vaiharo, lot n° 54" cadastrée commune de Huahine, section AK n° 40, commune associée de Fare, accusant une superficie de 1 272 mètres carrés, est autorisée au profit de Mlle Néhémia Justine Amaru, à des fins d'habitation (construction d'une maison de type OPH).

Art. 2.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3.— La présente location est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 4.— Le loyer annuel est fixé à *deux cent quatre-vingt-six mille deux cents francs CFP* (286 200 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 5.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 6.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 7.— Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mlle Néhémia Justine Amaru et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.

Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 1406 MPF du 14 février 2018 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Tu Christophe Huri à l'usage de son exploitation pericole sise à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 506).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 634 MPF du 2 février 2017 modifié portant délégation de signature du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines à Mme Hinano Teanotoga, directrice des ressources marines et minières ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13238 MPF du 18 décembre 2017 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Tu Christophe Huri sise à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 506) ;

Vu la demande d'agrément de M. Tu Christophe Huri reçue le 8 février 2018,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de M. Tu Christophe Huri, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, dans le cadre de ses activités perlicoles à Ahe, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 21 décembre 2022.

Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 1 000 litres d'essence sans plomb qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 966-1, article 652.

Art. 4. — Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de M. Tu Christophe Huri délivrés par la direction des ressources marines et minières.

Art. 5. — M. Tu Christophe Huri s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le présent arrêté sera notifié à M. Tu Christophe Huri et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.  
Pour le ministre et par délégation :  
*La directrice des ressources  
marines et minières,*  
Hinano TEANOTOGA.

**ARRETE n° 1419 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Tevaitoa, commune de Tumaraa, au profit de M. Tamanui Roger Millaud (exploitant n° 371).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 8656 MRM du 21 novembre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Tevaitoa, commune de Tumaraa, au profit de M. Tamanui Roger Millaud ;

Vu la demande de M. Tamanui Roger Millaud du 24 octobre 2017, réceptionnée le 25 octobre 2017 ;

Vu l'avis favorable du 1er adjoint au maire de la commune de Tumaraa du 25 octobre 2017,

## Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Tamanui Roger Millaud, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1 000 mètres carrés sis à Tevaitoa, commune de Tumaraa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé à environ 120 mètres au sud de la balise rouge située à la pointe Tenape et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %), est exigible pour la période courant du 21 novembre 2017 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

Art. 6.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 1420 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de M. Julien Teai Williams (exploitant n° 97).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 266 MRM du 17 janvier 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Katiu, commune de Makemo, au profit de M. Julien Teai Williams ;

Vu la demande de renouvellement de M. Julien Teai Williams du 5 janvier 2018, réceptionnée le 8 janvier 2018 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Katiu du 5 janvier 2018,

## Arrête :

Article 1er.— Est accordée au profit de M. Julien Teai Williams, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 456 mètres carrés sis à Katiu, commune de Makemo.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé côté tribord de la passe Okarare et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %), est exigible pour la période courant du 17 janvier 2018 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

Art. 6.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 1421 MPF du 14 février 2018 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de Mme Rosina Taurua Iriti épouse Temere à l'usage de son exploitation perlicole sise à Kauehi, commune de Fakarava (exploitant n° 129).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 634 MPF du 2 février 2017 modifié portant délégation de signature du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines à Mme Hinano Teanotoga, directrice des ressources marines et minières ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 règlementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13299 MPF du 19 décembre 2017 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Rosina Taurua Iriti épouse Temere sise à Kauehi, commune de Fakarava (exploitant n° 129) ;

Vu la demande d'agrément de Mme Rosina Taurua Iriti épouse Temere reçue le 6 février 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de Mme Rosina Taurua Iriti épouse Temere, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, dans le cadre de ses activités perlicoles à Kauehi, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance au 25 décembre 2022.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 1 200 litres d'essence sans plomb qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 966-01, article 652.

Art. 4.— Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de Mme Rosina Taurua Iriti épouse Temere délivrés par la direction des ressources marines et minières.

Art. 5.— Mme Rosina Taurua Iriti épouse Temere s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.



Art. 7.— Le présent arrêté sera notifié à Mme Rosina Taurua Iriti épouse Temere et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice des ressources  
marines et minières,  
Hinano TEANOTOGA.*

**ARRETE n° 1422 MPF du 14 février 2018 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Arutua-Nui Ruanuu Claude Mai à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 259).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et minières et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 634 MPF du 2 février 2017 modifié portant délégation de signature du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines à Mme Hinano Teanotoga, directrice des ressources marines et minières ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 règlementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation du prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9162 MRM/DRM du 10 décembre 2012 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Arutua-Nui Ruanuu Claude Mai à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 259) ;

Vu l'arrêté n° 5854 MPF du 23 juin 2017 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Arutua-Nui Ruanuu Claude Mai sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 259) ;

Vu les factures justificatives de M. Arutua-Nui Ruanuu Claude Mai pour la période du 17 décembre 2016 au 4 septembre 2017 ;

Vu la demande d'agrément de M. Arutua-Nui Ruanuu Claude Mai datée du 9 janvier 2018 et reçue le 12 février 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de M. Arutua-Nui Ruanuu Claude Mai, titulaire de la carte de producteur de produits perliers, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, dans le cadre de ses activités perlicoles à Arutua, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 1er août 2022.

Art. 2.— L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 5 200 litres d'essence sans plomb et 2 200 litres de gazole qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 966-01, article 652.

Art. 4.— Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de M. Arutua-Nui Ruanuu Claude Mai délivrés par la direction des ressources marines et minières.

Art. 5.— M. Arutua-Nui Ruanuu Claude Mai s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7.— Le présent arrêté sera notifié à M. Arutua-Nui Ruanuu Claude Mai et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice des ressources  
marines et minières,  
Hinano TEANOTOGA.*



**ARRETE n° 1425 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Joséphine Tohuora Makiroto (exploitante n° 186).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 MRM du 16 janvier 2013 modifié portant autorisation d'occupation temporaire de deux (2) emplacements du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de Mme Joséphine Tohuora Makiroto ;

Vu la demande de renouvellement de Mme Joséphine Tohuora Makiroto du 28 février 2017, réceptionnée le 7 mars 2017 ;

Vu l'avis favorable du 4e adjoint au maire de la commune de Rangiroa du 28 février 2017,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée au profit de Mme Joséphine Tohuora Makiroto, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 744 mètres carrés sis à Rangiroa, commune de Rangiroa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé devant la terre Teihe et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %), est exigible pour la période courant du 16 janvier 2018 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

Art. 6.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.

Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 1426 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Manihi, commune de Manihi, au profit de la société civile aquacole Tairapa Fishing (exploitante n° 339).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 8619 MRM du 20 novembre 2012 modifié portant autorisation d'occupation temporaire de quatre (4) emplacements du domaine public maritime sis à Manihi, commune de Manihi, au profit de la société civile aquacole Tairapa Fishing ;

Vu la demande de renouvellement de la société civile aquacole Tairapa Fishing du 4 mai 2017, réceptionnée le 5 mai 2017 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Manihi du 7 juin 2017,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée au profit de la société civile aquacole Tairapa Fishing, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 341 mètres carrés sis à Manihi, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé au huitième *hoa* après le motu Katakata, au droit du motu Piupiu et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %), est exigible pour la période courant du 20 novembre 2017 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

Art. 6.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.

Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 1427 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de M. Purau Alvan Hio (exploitant n° 313).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 271 MRM du 18 janvier 2013 modifié portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de M. Purau Alvan Hio ;

Vu la demande de renouvellement de M. Purau Alvan Hio du 26 octobre 2017, réceptionnée le 16 novembre 2017 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Ahe du 8 novembre 2017,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de M. Purau Alvan Hio, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 643 mètres carrés sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé devant la terre Tamaruga et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %), est exigible pour la période courant du 18 janvier 2018 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

Art. 6. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.

Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 1428 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de M. Augustin Samuela Brothers (exploitant n° 458).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 239 MRM du 16 janvier 2013 modifié portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de M. Augustin Samuela Brothers ;

Vu la demande de renouvellement de M. Augustin Samuela Brothers du 6 novembre 2017, réceptionnée le 9 novembre 2017 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Manihi du 7 novembre 2017,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Augustin Samuela Brothers, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1 000 mètres carrés sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé devant la terre Temakoi et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %), est exigible pour la période courant du 16 janvier 2018 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

Art. 6.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 1430 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Reao, commune de Reao, au profit de M. Teanohonohono Iona Tehau (exploitant n° 20).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 265 MRM du 17 janvier 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Reao, commune de Reao, au profit de M. Teanohonohono Iona Tehau ;

Vu la demande de renouvellement de M. Teanohonohono Iona Tehau du 25 septembre 2017, réceptionnée le 2 octobre 2017 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Reao du 25 septembre 2017,

## Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Teanohonohono Iona Tehau, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 200 mètres carrés sis à Reao, commune de Reao.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé au droit du motu Taukotuku et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *vingt mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %), est exigible pour la période courant du 17 janvier 2018 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

Art. 6.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.

Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 1431 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de M. Rai Mauri (exploitant n° 175).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 8160 MRM du 26 octobre 2012 modifié portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Rangiroa, commune de Rangiroa, au profit de M. Rai Mauri ;

Vu la demande de renouvellement de M. Rai Mauri du 30 mars 2017, réceptionnée le 10 avril 2017 ;

Vu l'avis favorable du 1er adjoint au maire de la commune de Rangiroa du 30 mars 2017,

## Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de M. Rai Mauri, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 426 mètres carrés sis à Rangiroa, commune de Rangiroa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé au droit de la terre Tavararo et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %), est exigible pour la période courant du 26 octobre 2017 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

Art. 6.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.

Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 1432 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Mataiva, commune de Rangiroa, au profit de Mme Vaea Florence Maeva Toromona épouse Apuarii (exploitante n° 31).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 8166 MRM du 26 octobre 2012 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Mataiva, commune de Rangiroa, au profit de Mme Vaea Florence Maeva Toromona épouse Apuarii ;

Vu la demande de renouvellement de Mme Vaea Florence Maeva Toromona épouse Apuarii du 3 mars 2017, réceptionnée le 6 septembre 2017 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Mataiva du 6 mars 2017,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de Mme Vaea Florence Maeva Toromona épouse Apuarii, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 612 mètres carrés sis à Mataiva, commune de Rangiroa.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé devant le motu Aviu et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %), est exigible pour la période courant du 26 octobre 2017 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

Art. 6.— La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 1433 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Aratika, commune de Fakarava, au profit de Mme Sylviane Piivahine Taimana épouse Crombez (exploitante n° 27).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 292 MRM du 21 janvier 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Aratika, commune de Fakarava, au profit de Mme Sylviane Piivahine Taimana épouse Crombez ;

Vu la demande de renouvellement de Mme Sylviane Piivahine Taimana épouse Crombez du 24 juillet 2017, réceptionnée le 14 septembre 2017 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Fakarava du 30 janvier 2018,

Arrête :

Article 1er.— Est accordée, au profit de Mme Sylviane Piivahine Taimana épouse Crombez, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 600 mètres carrés sis à Aratika, commune de Fakarava.

Art. 2.— L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé côté babord de la passe Fainukea et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3.— L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4.— Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5.— Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %), est exigible pour la période courant du 21 janvier 2018 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.



Art. 6. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 1434 MPF du 14 février 2018 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de Mme Tetuariipaena Huri épouse Hio (exploitante n° 89).**

Le ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du développement des ressources primaires, des affaires foncières, de la valorisation du domaine et des mines ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation du domaine public maritime destinée à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 268 MRM du 18 janvier 2013 portant autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement

du domaine public maritime sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de Mme Tetuariipaena Huri épouse Hio ;

Vu la demande de renouvellement de Mme Tetuariipaena Huri épouse Hio du 26 octobre 2017, réceptionnée le 16 novembre 2017 ;

Vu l'avis favorable du maire-délégué de la commune associée de Ahe du 8 novembre 2017,

Arrête :

Article 1er. — Est accordée, au profit de Mme Tetuariipaena Huri épouse Hio, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un (1) emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1 000 mètres carrés sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un (1) parc à poissons situé au droit de la pointe du motu Haka n° 4 et tel que cet emplacement figure sur le plan détenu par la direction des ressources marines et minières.

Art. 3. — L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq (5) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP), conformément aux dispositions de l'article 1er A/a) de l'arrêté n° 505 CM du 15 avril 2003 modifié susvisé.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 5. — Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %), est exigible pour la période courant du 18 janvier 2018 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

Art. 6. — La directrice des ressources marines et minières et la directrice des affaires foncières sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.  
Tearii ALPHA.



**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT  
ET DES TRANSPORTS INTÉRIEURS**

**ARRETE n° 1360 MET du 13 février 2018 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de la subdivision de l'équipement des Marquises.**

Le ministre de l'équipement et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 31 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Ua Pou, de la subdivision de l'équipement des Marquises, de la direction des ressources marines et minières et de la circonscription des Marquises ;

Vu la saisine de la direction de l'environnement en date du 23 janvier 2018 ;

Vu la demande en date du 10 janvier 2018, reçue au GEGDP le 18 janvier 2018 et formulée par la subdivision de l'équipement des Marquises,

Arrête :

Article 1er.— La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

1° La subdivision de l'équipement des Marquises (secteur Ua Pou), BP 8, 98742 Taiohae, Nuku Hiva, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire trois cents mètres cubes (300 m<sup>3</sup>) de sable sur la plage de Aneou, commune de Ua Pou.

2° Les matériaux sont destinés au bétonnage de la route de Hakatao.

3° Les matériaux seront extraits à l'aide d'une drague et d'un tractopelle.

4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, de 7 heures à 15 heures, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi et de 7 heures à 14 heures, le vendredi.

5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2018-571-101 DEQ/GEGDP ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors des zones autorisées.

6° Pour la protection de l'environnement, les précautions suivantes seront mises en œuvre :

- prélèvement uniforme et superficiel de la zone mentionnée au plan joint sur une profondeur maximale de 0,50 mètre ;
- prélèvement hors d'eau.

7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.

8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire.

9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.

10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits.

11° Conformément à la réglementation en vigueur, cette extraction réalisée au profit de la Polynésie française ne donne pas lieu à la perception de la redevance.

12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.

13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révoquée sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2.— L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée d'un (1) jour. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié six (6) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 2018.

Luc FAATAU.

### Autorisation d'extraction sur le domaine public maritime



DIRECTION DE L'EQUIPEMENT  
Groupement d'Etudes et  
de Gestion du Domaine Public  
BP 85 - 98713 PAPEETE  
tel : 40 48 54 71 - Fax 40 48 54 69  
<http://www.equipement.gov.pf>

#### SITUATION

ILE  
UA FOU  
Commune  
UA FOU

#### TYPES D'EXTRACTION

Volume  
300 m3  
Nature des matériaux  
Sable

Lieu d'extraction  
Plage de ANEOL

#### DENOMINATION

Entreprise

DEOMARQUISES

Date demande

10 janvier 2018

Plan n°

2018-571-101 DEQ GEGDP

Dressé le

18 janvier 2018

Dossier n°

2018-105



**ARRETE n° 1407 MET du 14 février 2018 portant autorisation d'empiétement de prospect sur le domaine public routier au regard des parcelles cadastrées section N n° 166 et N n° 167 dépendant de la terre Auae, sise dans la commune de Faa'a, au profit de la direction des transports terrestres.**

Le ministre de l'équipement et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 31 PR du 16 janvier 2017 relatif aux attributions du ministre de l'équipement et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française, et notamment son article D. 363-3 ;

Vu la lettre n° 5088 MET/DTT du 10 novembre 2017 de la direction des transports terrestres ;

Vu l'avis favorable de la commune Faa'a par lettre n° 165560-24.1-DEST-ETU-rw du 5 janvier 2018 ;

Vu l'avis de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement par lettre n° 395-18 STT du 30 janvier 2018 ;

Considérant que l'article D. 363-3 du code de l'aménagement de la Polynésie française prévoit que les règles de prospect des articles D. 363-1 et D. 363-2 s'appliquent aux alignements de voies publiques ;

Considérant que l'alinéa 2 de l'article D. 363-3 prévoit cependant la possibilité d'octroyer une autorisation exceptionnelle d'empiétement de prospect sur le domaine public routier de la Polynésie française ;

Considérant que la demande d'empiétement de prospect formulée par la direction des transports terrestres ne remet pas en cause l'intérêt de la voirie routière, n'entraîne aucune gêne pour la circulation et permet de garantir aux occupants de cette construction de bonnes conditions de vie et d'hygiène,

Arrête :

Article 1er. — L'empiétement de prospect sur le domaine public routier d'une superficie totale 9,57 mètres carrés, au regard des parcelles cadastrées section N n° 166 et N n° 167 dépendant de la terre Auae, sise dans la commune de Faa'a, est autorisé au profit de la direction des transports terrestres, tel que le tout figure sur le plan de masse, joint au dossier du bénéficiaire et détenu par la direction de l'équipement.

Art. 2. — L'empiétement de prospect sur le domaine public routier porte sur la construction du terminus de bus comprenant un bureau et des sanitaires.

Art. 3. — La présente autorisation est consentie à compter de la date du présent arrêté, aux clauses et conditions suivantes que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il est tenu d'obtenir toutes les autorisations administratives exigées par la réglementation en vigueur auprès des services et organismes compétents de la Polynésie française ;
- 2° Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui peut survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 3° Il ne peut mettre en cause la Polynésie française en cas de dégradation de tout ou partie de la construction en cas d'éventuels travaux entrepris dans le domaine public routier par les agents de la direction de l'équipement ;
- 4° Il est tenu, au préalable, d'avertir la direction de l'équipement, groupement d'études et de gestion du domaine public, de toute autre intervention sur le domaine public.

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.

Luc FAATAU.

**MINISTERE DU TRAVAIL,  
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DE L'EDUCATION**

**ARRETE n° 1386 MTF du 13 février 2018 portant approbation du budget 2018 du collège de Teva I Uta adopté par le conseil d'établissement lors de la séance du 4 décembre 2017.**

Le ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 32 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté n° 677 PR du 16 septembre 2014 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'Etat ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 977 MEC du 12 octobre 2004 fixant la liste des groupements d'observation dispersés (GOD) de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 895 CM du 12 juin 2014 modifié portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 39-2017 du conseil d'établissement du 4 décembre 2017 adoptant le budget 2018 du collège de Teva I Uta,

Arrête :

Article 1er. — Le budget 2018 du collège de Teva I Uta est approuvé comme suit :

PREVISIONS BUDGETAIRES - DEPENSES				
Service	Intitulé	Montant	Modifications	Total
AP	Activités pédagogiques	4 780 798	0	4 780 798
VE	Vie de l'Elève	1 461 100	0	1 461 100
ALO	Administration et logistique	13 229 120	0	13 229 120
<b>TOTAL SERVICES GENERAUX</b>		<b>19 471 018</b>	<b>0</b>	<b>19 471 018</b>
SRH	Restauration et hébergement	24 552 600	0	24 552 600
SBL	Bourses locales	12 859 000	0	12 859 000
<b>TOTAL SERVICES SPECIAUX</b>		<b>37 411 600</b>	<b>0</b>	<b>37 411 600</b>
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>56 882 618</b>	<b>0</b>	<b>56 882 618</b>
OPC	Opérations en capital	0	0	0
<b>TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL BUDGET PRIMITIF - DEPENSES</b>		<b>56 882 618</b>	<b>0</b>	<b>56 882 618</b>
PREVISIONS BUDGETAIRES - RECETTES				
Service	Intitulé	Montant	Modifications	Total
AP	Activités pédagogiques	4 780 798	0	4 780 798
VE	Vie de l'Elève	1 461 100	0	1 461 100
ALO	Administration et logistique	13 229 120	0	13 229 120
<b>TOTAL SERVICES GENERAUX</b>		<b>19 471 018</b>	<b>0</b>	<b>19 471 018</b>
SRH	Restauration et hébergement	24 552 600	0	24 552 600
SBL	Bourses locales	12 859 000	0	12 859 000
<b>TOTAL SERVICES SPECIAUX</b>		<b>37 411 600</b>	<b>0</b>	<b>37 411 600</b>
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>56 882 618</b>	<b>0</b>	<b>56 882 618</b>
OPC	Opérations en capital	0	0	0
<b>TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL BUDGET PRIMITIF - RECETTES</b>		<b>56 882 618</b>	<b>0</b>	<b>56 882 618</b>
REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE				
SECTION DE FONCTIONNEMENT (1ère SECTION)	Total dépenses	56 882 618	Total recettes	56 882 618
	Résultat prévisionnel (excédent)	0	Résultat prévisionnel (déficit)	0
	Total ouvertures de crédits	56 882 618	Total prévisions de recettes	56 882 618
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL (2ème SECTION)	Total dépenses	0	Total recettes	0
	IAF (Vir. à la 1ère section)	0	CAF (Vir. de la 1ère section)	0
			Compte 775 (Vir. de la 1ère section)	0
	Augmentation FDR	0	Diminution FDR	0
TOTAL GENERAL	Total ouvertures de crédits	0	Total prévisions de recettes	0
	Total brut ouvertures de crédits	56 882 618	Total brut prévisions de recettes	56 882 618
	Vir. entre section à déduire	0	Vir. entre section à déduire	0
<b>Total net ouvertures de crédits</b>		<b>56 882 618</b>	<b>Total net prévisions de recettes</b>	<b>56 882 618</b>

Art. 2.— Le directeur général de l'éducation et des enseignements, le chef d'établissement et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Teva I Uta et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 2018.  
Tea FROGIER.

**ARRETE n° 1390 MTF du 13 février 2018 portant approbation du budget 2018 du collège de Taiohae adopté par le conseil d'établissement lors de la séance du 29 novembre 2017.**

Le ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 32 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté n° 677 PR du 16 septembre 2014 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'Etat ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 977 MEC du 12 octobre 2004 fixant la liste des groupements d'observation dispersés (GOD) de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 895 CM du 12 juin 2014 modifié portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 102-2017 du conseil d'établissement du 29 novembre 2017 adoptant le budget 2018 du collège de Taiohae,

Arrête :

Article 1er.— Le budget 2018 du collège de Taiohae est approuvé comme suit :



PREVISIONS BUDGETAIRES - DEPENSES				
Service	Intitulé	Montant	Modifications	Total
AP	Activités pédagogiques	8 012 716	0	8 012 716
VE	Vie de l'Elève	728 400	0	728 400
ALO	Administration et logistique	9 797 731	0	9 797 731
<b>TOTAL SERVICES GENERAUX</b>		<b>18 538 847</b>	<b>0</b>	<b>18 538 847</b>
SRH	Restauration et hébergement	15 781 500	0	15 781 500
SBL	Bourses locales	12 500 000	0	12 500 000
<b>TOTAL SERVICES SPECIAUX</b>		<b>28 281 500</b>	<b>0</b>	<b>28 281 500</b>
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>46 820 347</b>	<b>0</b>	<b>46 820 347</b>
OPC	Opérations en capital	0	0	0
<b>TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL BUDGET PRIMITIF - DEPENSES</b>		<b>46 820 347</b>	<b>0</b>	<b>46 820 347</b>
PREVISIONS BUDGETAIRES - RECETTES				
Service	Intitulé	Montant	Modifications	Total
AP	Activités pédagogiques	8 012 716	0	8 012 716
VE	Vie de l'Elève	728 400	0	728 400
ALO	Administration et logistique	9 666 742	0	9 666 742
<b>TOTAL SERVICES GENERAUX</b>		<b>18 407 858</b>	<b>0</b>	<b>18 407 858</b>
SRH	Restauration et hébergement	15 781 500	0	15 781 500
SBL	Bourses locales	12 500 000	0	12 500 000
<b>TOTAL SERVICES SPECIAUX</b>		<b>28 281 500</b>	<b>0</b>	<b>28 281 500</b>
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>46 689 358</b>	<b>0</b>	<b>46 689 358</b>
OPC	Opérations en capital	0	0	0
<b>TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL BUDGET PRIMITIF - RECETTES</b>		<b>46 689 358</b>	<b>0</b>	<b>46 689 358</b>
REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE				
SECTION DE FONCTIONNEMENT (1ère SECTION)	Total dépenses	46 820 347	Total recettes	46 689 358
	Résultat prévisionnel (excédent)	0	Résultat prévisionnel (déficit)	130 989
	Total ouvertures de crédits	46 820 347	Total prévisions de recettes	46 820 347
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL (2ème SECTION)	Total dépenses	0	Total recettes	0
	IAF (Vir. à la 1ère section)	0	CAF (Vir. de la 1ère section)	0
			Compte 775 (Vir. de la 1ère section)	0
	Augmentation FDR	0	Diminution FDR	0
TOTAL GENERAL	Total ouvertures de crédits	0	Total prévisions de recettes	0
	Total brut ouvertures de crédits	46 820 347	Total brut prévisions de recettes	46 820 347
	Vir. entre section à déduire	0	Vir. entre section à déduire	0
<b>Total net ouvertures de crédits</b>		<b>46 820 347</b>	<b>Total net prévisions de recettes</b>	<b>46 820 347</b>

Art. 2.— Le directeur général de l'éducation et des enseignements, le chef d'établissement et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Taiohae et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 2018.

Tea FROGIER.

**ARRETE n° 1398 MTF du 13 février 2018 portant approbation du budget 2018 du lycée Tuianu-Le Gayic adopté par le conseil d'établissement lors de la séance du 5 décembre 2017.**

Le ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 32 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté n° 677 PR du 16 septembre 2014 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'Etat ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 977 MEC du 12 octobre 2004 fixant la liste des groupements d'observation dispersés (GOD) de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 895 CM du 12 juin 2014 modifié portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 6-2017 du conseil d'établissement du 5 décembre 2017 adoptant le budget 2018 du lycée Tuianu-Le Gayic,

Arrête :

Article 1er.— Le budget 2018 du lycée Tuianu-Le Gayic est approuvé comme suit :



PREVISIONS BUDGETAIRES - DEPENSES				
Service	Intitulé	Montant	Modifications	Total
AP	Activités pédagogiques	13 991 350	0	13 991 350
VE	Vie de l'Elève	1 400 000	0	1 400 000
ALO	Administration et logistique	27 882 614	0	27 882 614
<b>TOTAL SERVICES GENERAUX</b>		<b>43 273 964</b>	<b>0</b>	<b>43 273 964</b>
SRH	Restauration et hébergement	47 306 000	0	47 306 000
SBL	Bourses locales	24 987 900	0	24 987 900
<b>TOTAL SERVICES SPECIAUX</b>		<b>72 293 900</b>	<b>0</b>	<b>72 293 900</b>
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>115 567 864</b>	<b>0</b>	<b>115 567 864</b>
OPC	Opérations en capital	0	0	0
<b>TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL BUDGET PRIMITIF - DEPENSES</b>		<b>115 567 864</b>	<b>0</b>	<b>115 567 864</b>
PREVISIONS BUDGETAIRES - RECETTES				
Service	Intitulé	Montant	Modifications	Total
AP	Activités pédagogiques	13 991 350	0	13 991 350
VE	Vie de l'Elève	1 400 000	0	1 400 000
ALO	Administration et logistique	25 670 030	0	25 670 030
<b>TOTAL SERVICES GENERAUX</b>		<b>41 061 380</b>	<b>0</b>	<b>41 061 380</b>
SRH	Restauration et hébergement	47 306 000	0	47 306 000
SBL	Bourses locales	24 987 900	0	24 987 900
<b>TOTAL SERVICES SPECIAUX</b>		<b>72 293 900</b>	<b>0</b>	<b>72 293 900</b>
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>113 355 280</b>	<b>0</b>	<b>113 355 280</b>
OPC	Opérations en capital	0	0	0
<b>TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL BUDGET PRIMITIF - RECETTES</b>		<b>113 355 280</b>	<b>0</b>	<b>113 355 280</b>
REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE				
SECTION DE FONCTIONNEMENT (1ère SECTION)	Total dépenses	115 567 864	Total recettes	113 355 280
	Résultat prévisionnel (excédent)	0	Résultat prévisionnel (déficit)	2 212 584
	Total ouvertures de crédits	115 567 864	Total prévisions de recettes	115 567 864
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL (2ème SECTION)	Total dépenses	0	Total recettes	0
	IAF (Vir. à la 1ère section)	0	CAF (Vir. de la 1ère section)	0
			Compte 775 (Vir. de la 1ère section)	0
	Augmentation FDR	0	Diminution FDR	0
TOTAL GENERAL	Total ouvertures de crédits	0	Total prévisions de recettes	0
	Total brut ouvertures de crédits	115 567 864	Total brut prévisions de recettes	115 567 864
	Vir. entre section à déduire	0	Vir. entre section à déduire	0
<b>Total net ouvertures de crédits</b>		<b>115 567 864</b>	<b>Total net prévisions de recettes</b>	<b>115 567 864</b>

Art. 2.— Le directeur général de l'éducation et des enseignements, le chef d'établissement et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au lycée Tuianu-Le Gayic et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 2018.  
Tea FROGIER.

**ARRETE n° 1424 MTF/DGRH du 14 février 2018 mettant fin à la décharge totale d'activité de service octroyée à Mme Madeleine Shang, rédacteur chef, 8e échelon, pour exercer une activité syndicale auprès de la confédération syndicale A Tia I Mua.**

Le ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 32 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon, en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 514 MTF du 24 janvier 2017 modifié portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-223 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 300 PR du 21 mai 2015 portant attribution aux organisations syndicales représentatives du crédit d'heures mensuel alloué au titre des décharges d'activité de service ;

Vu l'arrêté n° 5357 MTF/DGRH du 8 juillet 2015 portant maintien de Mme Madeleine Sang, rédacteur chef, 8e échelon, en décharge totale d'activité de service, pour exercice d'une activité syndicale auprès de la confédération syndicale A Tia I Mua ;

Vu la lettre de l'intéressée du 11 janvier 2017,

Arrête :

Article 1er.— Il est mis fin, le 8 février 2018 au soir, à la décharge totale d'activité de service, pour exercice d'une activité syndicale auprès de la confédération syndicale A Tia I Mua, de Mme Madeleine Shang, rédacteur chef, 8e échelon.

Art. 2.— A compter du 9 février 2018, Mme Madeleine Shang exerce une activité administrative normale, à temps plein, à la direction de l'équipement.

Imputation budgétaire : Budget de l'administration de la Polynésie française, sous-chapitre 962.2, article 641 111.

Art. 3.— L'arrêté n° 5357 MTF/DGRH du 8 juillet 2015 susvisé, est abrogé.

Art. 4.— Le présent arrêté sera notifié à Mme Madeleine Shang et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des ressources humaines,*  
Bruno LONJON.

**ARRETE n° 1435 MTF/DGRH du 14 février 2018 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'aide-technique principal du cadre d'emplois des aides-techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2018.**

Le ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 32 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon, en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 514 MTF du 24 janvier 2017 modifié portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des aides-techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1894 CM du 28 décembre 2007 relatif aux examens professionnels d'accès au grade d'aide-technique principal et d'aide-technique qualifié du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13199 MTF/DGRH du 15 décembre 2017 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'aide-technique principal du cadre d'emplois des aides-techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2018,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommées membres du jury de l'examen professionnel susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- Mme Véronique Yp Seung épouse Merehau, représentant le directeur des ressources humaines, présidente ;
- Mme Christelle Chansin, représentant le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration ;
- M. Vaiatua Manutahi, représentant le directeur de l'équipement ;
- Mme Joséphine Mateha, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des aides-techniques.

Art. 2. — Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des ressources humaines,*  
Bruno LONJON.

**ARRETE n° 1436 MTF/DGRH du 14 février 2018 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'aide-technique qualifié du cadre d'emplois des aides-techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2018.**

Le ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 32 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon, en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 514 MTF du 24 janvier 2017 modifié portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des aides-techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1894 CM du 28 décembre 2007 relatif aux examens professionnels d'accès au grade d'aide-technique principal et d'aide-technique qualifié du cadre d'emplois des aides-techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13198 MTF/DGRH du 15 décembre 2017 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'aide-technique qualifié du cadre d'emplois des aides-techniques de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2018,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommées membres du jury de l'examen professionnel susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- Mme Stéphanie Chalons, représentant le directeur des ressources humaines, présidente ;
- Mme Christelle Chansin, représentant le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration ;
- M. Vaiatua Manutahi, représentant le directeur de l'équipement ;
- Mme Joséphine Mateha, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des aides-techniques.

Art. 2. — Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des ressources humaines,*  
Bruno LONJON.

**ARRETE n° 1437 MTF/DGRH du 14 février 2018 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur en chef de 1re catégorie de 2e classe du cadre d'emplois des ingénieurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2017.**

Le ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 32 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon, en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 514 MTF du 24 janvier 2017 modifié portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-230 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 333 CM du 2 avril 1997 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade d'ingénieur en chef de

1re catégorie de 2e classe du cadre d'emplois des ingénieurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13194 MTF/DGRH du 15 décembre 2017 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur en chef de 1re catégorie de 2e classe du cadre d'emplois des ingénieurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2017,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommées membres du jury de l'examen professionnel susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- M. Bruno Lonjon, directeur général des ressources humaines, président ;
- Mme Yolande Mou, représentant le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration ;
- Mme Yolande Vernaudeau, déléguée au suivi des conséquences des essais nucléaires ;
- M. Maurice Wong, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des ingénieurs ;
- M. Bertrand Malet, personnalité qualifiée ;
- M. Tehei Taiore, personnalité qualifiée.

Art. 2. — Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des ressources humaines,*  
Bruno LONJON.

**ARRETE n° 1438 MTF/DGRH du 14 février 2018 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2017.**

Le ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 32 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon, en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 514 MTF du 24 janvier 2017 modifié portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-227 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 485 CM du 14 mai 1996 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13193 MTF/DGRH du 15 décembre 2017 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2017,

#### Arrête :

Article 1er.— Sont nommées membres du jury de l'examen professionnel susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- M. Bruno Lonjon, directeur des ressources humaines, président ;
- Mme Yolande Mou, représentant le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration ;
- Mme Yolande Vernaudeau, déléguée au suivi des conséquences des essais nucléaires ;
- Mme Hina Grepin épouse Louison, chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles ;
- M. Alexis Grellet, fonctionnaire de catégorie A ;
- Mme Josiane Gouaut, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des rédacteurs.

Art. 2.— Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des ressources humaines,*  
Bruno LONJON.

**ARRETE n° 1448 MTF/DGRH du 14 février 2018 modifiant l'arrêté n° 13193 MTF/DGRH du 15 décembre 2017 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2017.**

Le ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 32 PR du 16 janvier 2017 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon, en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 514 MTF du 24 janvier 2017 modifié portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-227 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 485 CM du 14 mai 1996 relatif à l'examen professionnel d'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13193 MTF/DGRH du 15 décembre 2017 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade de rédacteur chef du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2017,

Arrête :

Article 1er.— Le 2e alinéa de l'article 4 de l'arrêté n° 13193 MTF/DGRH du 15 décembre 2017 est rédigé comme suit :

“Des centres d'examen seront ouverts à Papeete et Taiohae”.

Art. 2.— Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 février 2018.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur des ressources humaines,  
Bruno LONJON.

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECISION n° 411144 du 20 décembre 2017 du Conseil d'Etat.

**Le Conseil d'Etat statuant au contentieux  
(Section du contentieux, 10ème chambre)**

**Vu la procédure suivante :**

Par une requête, un mémoire complémentaire et un mémoire en réplique, enregistrés les 2 juin, 14 août et 16 octobre 2017 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, le conseil régional de l'ordre des architectes de Polynésie française demande au Conseil d'Etat de déclarer la « loi du pays » n° 2017-6 LP/APF adoptée le 27 avril 2017 portant modification de l'article LP. 114-9 du code de l'aménagement, non conforme au bloc de légalité défini au III de l'article 176 de la loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et de mettre à la charge de la Polynésie française la somme de 3 000 euros au titre de l'article L 761-1 du code de justice administrative.

Le conseil régional de l'ordre des architectes de Polynésie française soutient que la « loi du pays » est illégale dans la mesure où :

- elle méconnaît la répartition des compétences entre l'Etat et la Polynésie française dès lors qu'elle modifie l'exercice des missions des agents de l'Etat ;
- elle est affectée d'un vice de procédure en ce qu'il n'est pas établi que le rapport de M. Terihiati ait été communiqué aux membres de l'assemblée de la Polynésie française au moins douze jours avant la séance au cours de laquelle la « loi du pays » a été examinée ;
- elle méconnaît le principe d'égalité ;
- elle porte atteinte à la liberté d'entreprendre et à la liberté professionnelle des architectes en Polynésie ;
- elle entraîne une confusion des rôles entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre qui l'entache d'une erreur manifeste d'appréciation.

Par deux mémoires en défense, enregistrés les 25 septembre et 21 octobre 2017, la Polynésie française conclut, à titre principal, au rejet de la requête pour irrecevabilité, à titre subsidiaire, à son rejet et à ce que la somme de 3 000 euros soit mise à la charge de l'ordre régional des architectes de Polynésie française au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative. Elle soutient que :

- la requête est irrecevable, l'ordre régional des architectes de Polynésie française étant dépourvu de qualité pour agir ;
- aucun des moyens soulevés n'est fondé.

Le Haut-Commissaire de la République en Polynésie française a présenté des observations, enregistrées le 3 octobre 2017.

La requête a été communiquée au ministre des outre-mer qui n'a pas produit de mémoire.

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu :

- la Constitution, notamment son Préambule et son article 74 ;
- la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 ;
- la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 ;
- le code de l'aménagement de la Polynésie française ;
- le code de justice administrative ;

Après avoir entendu en séance publique :

- le rapport de M. Arno Klarsfeld, conseiller d'Etat,
- les conclusions de M. Edouard Crépey, rapporteur public ;

La parole ayant été donnée, avant et après les conclusions, à la SCP Odent, Poulet, avocat de la Société Ordre Regional Des Architectes De Polynesie Francaise ;

Considérant ce qui suit :

1. Le conseil régional de l'ordre des architectes de la Polynésie française défère au Conseil d'Etat, sur le fondement des dispositions de l'article 176 de la loi organique du 27 février 2004 portant statut de la Polynésie française, la « loi du pays » adoptée le 27 avril 2017 par l'assemblée de la Polynésie française, en application des dispositions de l'article 140 de la même loi organique, portant modification de l'article LP. 114-9 du code de l'aménagement. Ces dispositions dispensent l'Etat, la Polynésie française, les communes et leurs établissements publics de recourir à un architecte inscrit au tableau de l'ordre des architectes de Polynésie française, pour leurs projets architecturaux relatifs à des demandes de permis de construire



lorsque l'agent de l'État, de la collectivité ou de l'établissement public ayant établi et signé le projet architectural est titulaire du diplôme d'État d'architecte ou d'un autre diplôme, titre, certificat ou habilitation permettant l'exercice de la profession d'architecte, en France ou dans l'Union Européenne, et reconnu par l'Etat.

**Sur la compétence de l'assemblée de la Polynésie française :**

2. Aux termes de l'article 13 de la loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française : *« Les autorités de la Polynésie française sont compétentes dans toutes les matières qui ne sont pas dévolues à l'Etat par l'article 14 et celles qui ne sont pas dévolues aux communes en vertu des lois et règlements applicables en Polynésie française »*. Aux termes de l'article 14 de la même loi : *« Les autorités de l'Etat sont compétentes dans les seules matières suivantes : ... 11° Fonction publique civile et militaire de l'Etat ; statut des autres agents publics de l'Etat ... »*.

3. Les dispositions de la « loi du pays » attaquée ont pour seul objet de dispenser l'Etat, la Polynésie française, les communes et leurs établissements publics de l'obligation de faire signer, par un architecte inscrit à l'ordre des architectes de Polynésie française, le dossier de demande de permis de construire, établi par un de leurs agents si celui-ci est titulaire du diplôme d'Etat d'architecte ou d'un diplôme équivalent. Elles n'ont pas pour effet de modifier les conditions d'exercice de leurs missions par les agents de l'Etat qui ont pour fonction l'établissement de tels projets architecturaux. La mesure édictée par ces dispositions est ainsi uniquement relative à la réglementation de l'urbanisme et ne peut être regardée comme relevant du statut de la fonction publique de l'Etat, au sens des dispositions citées au point 3 de l'article 14 de la loi organique du 27 février 2004. Par suite, en adoptant ces dispositions, l'assemblée de la Polynésie française n'a pas méconnu le champ des compétences réservées à l'Etat par ce dernier article.

**Sur la procédure d'adoption de la « loi du pays » :**

4. Il ressort des pièces du dossier que le rapport de présentation de la « loi du pays » attaquée a été distribué aux membres de l'assemblée de la Polynésie française le jour de son dépôt, soit le 12 janvier 2017. Le projet de « loi du pays » a été soumis au vote le 27 avril suivant, soit après l'expiration du délai minimum de douze jours suivant la distribution du rapport prévu à l'article 130 de la loi organique du 27 février 2004. Il s'ensuit que le moyen tiré de ce que les dispositions de ce dernier article auraient été méconnues manque en fait.

**Sur la légalité interne de la « loi du pays » contestée :**

**En ce qui concerne le principe d'égalité**



5. Si en règle générale, le principe d'égalité impose de traiter de la même façon des personnes qui se trouvent dans la même situation, il n'en résulte pas pour autant qu'il oblige à traiter différemment des personnes se trouvant dans des situations différentes. Ainsi, les différences de situation entre les agents publics titulaires d'un diplôme d'architecte exerçant au sein d'une collectivité publique en Polynésie française et les architectes inscrits à l'ordre des architectes de Polynésie française exerçant à titre libéral n'interdisaient pas à la « loi du pays » attaquée d'autoriser ces agents à établir et signer pour le compte de la personne publique qui les emploie les demandes de permis de construire. Le moyen tiré de ce que la « loi du pays » méconnaîtrait le principe d'égalité doit, dès lors, être écarté.

En ce qui concerne l'atteinte portée à la liberté d'entreprendre et à la liberté professionnelle

6. Les personnes publiques ont toujours la possibilité d'accomplir les missions de service public qui leur incombent par leurs propres moyens. Il leur appartient en conséquence de déterminer si la satisfaction des besoins résultant des missions qui leur sont confiées appelle le recours aux prestations et fournitures de tiers plutôt que la réalisation, par elles-mêmes, de celles-ci. Ni la liberté d'entreprendre ni la liberté professionnelle ne font obstacle à ce qu'elles décident d'exercer elles-mêmes, dès lors qu'elles le font exclusivement à cette fin, les activités qui découlent de la satisfaction de ces besoins, alors même que cette décision est susceptible d'affecter les activités privées de même nature.

7. L'ordre des architectes de Polynésie française ne peut dès lors utilement soutenir qu'en offrant la possibilité aux personnes publiques dont un agent a les qualifications nécessaires, de lui confier l'établissement et la signature des demandes de permis de construire sans recourir aux services d'un architecte inscrit à l'ordre des architectes de Polynésie française, la « loi du pays » attaquée porterait atteinte à la liberté d'entreprendre.

En ce qui concerne l'erreur manifeste d'appréciation

8. Les requérants soutiennent qu'en raison du lien hiérarchique existant entre la personne publique sollicitant le permis de construire et l'agent titulaire d'un diplôme d'architecte ayant établi et signé le dossier de demande, la « loi du pays » attaquée entraîne une confusion des rôles entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage et compromet l'objectif d'amélioration de la qualité de l'urbanisme et de l'architecture. La possibilité pour les collectivités publiques de se dispenser du recours à un architecte inscrit au tableau de l'ordre de Polynésie française est toutefois subordonnée à la condition que l'agent établissant et signant la demande de permis de construire soit titulaire d'un diplôme d'Etat d'architecte ou d'un diplôme équivalent. Dans ces conditions, le moyen tiré de ce que la « loi du pays » contestée serait entachée d'erreur manifeste d'appréciation au regard de l'objectif d'amélioration de la qualité de l'urbanisme posé par l'article LP. 114-9 du code de l'aménagement doit être écarté.

9. Il résulte de tout ce qui précède que, sans qu'il soit besoin de statuer sur la fin de non-recevoir opposée par le président de la Polynésie française, l'ordre régional des architectes de Polynésie française n'est pas fondé à demander l'annulation de la « loi du pays » qu'il attaque.

**Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :**

10. Les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce qu'une somme soit mise, à ce titre, à la charge de la Polynésie française qui n'est pas, dans la présente instance, la partie perdante. Il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire droit aux conclusions présentées au même titre par la Polynésie française.

**DECIDE :**  
-----

**Article 1<sup>er</sup>** : La requête de l'ordre des architectes de Polynésie française est rejetée.

**Article 2** : Les conclusions présentées par la Polynésie française au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

**Article 3** : La présente décision sera notifiée à l'ordre des architectes de Polynésie française, au président de la Polynésie française et au président de l'assemblée de la Polynésie française.

Copie en sera adressé à la ministre des outre-mer et au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Délibéré à l'issue de la séance du 28 novembre 2017 où siégeaient : M. Mattias Guyomar, président de chambre, président ; Mme Nathalie Escaut, conseiller d'Etat ; M. Arno Klarsfeld, conseiller d'Etat-rapporteur.

Lu en séance publique le 20 décembre 2017.

Le président :

Signé : M. Mattias Guyomar

Le rapporteur :

Signé : M. Arno Klarsfeld

Le secrétaire :

Signé : Mme Catherine Agostini

La République mande et ordonne à la ministre des outre-mer en ce qui la concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,

Pour le secrétaire du contentieux, par délégation :

**ACTES DES AUTORITES  
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

**CONVENTIONS  
POLYNESIE FRANÇAISE - ORGANISMES NATIONAUX**

**CONVENTION n° 983 du 7 février 2018 de garantie à première demande du 31 janvier 2018 entre la Polynésie française et l'Agence française de développement.**

La présente garantie à première demande est conclue en date du **31/01/2018** entre les soussignés :

**LA POLYNESIE FRANÇAISE**, représentée par Monsieur Edouard FRITCH, agissant en qualité de Président de la Polynésie française,

Ci-après le « **Garant** »

**ET :**

**L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT**, établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège est à 5, rue Roland Barthes 75598 PARIS Cedex 12, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B775 665 599, représentée par Monsieur Thierry PAULAIS, en sa qualité de Directeur de l'Agence de Papeete, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après le « **Bénéficiaire** »

**IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :**

- A) L'Agence Française de Développement en qualité de prêteur et le Centre hospitalier de Polynésie française (Ci-après le « **CHPF** ») en qualité d'emprunteur ont conclu en date du 29 janvier 2018 une convention de crédit au titre de laquelle l'Agence Française de Développement est convenu de mettre à disposition du CHPF un prêt d'un montant de quatre millions neuf cent quarante-quatre mille deux cent euros (EUR 4 944 200) en principal (la « **Convention de Crédit** »), en contrepartie de la garantie à première demande de la Polynésie française.
- B) La Polynésie Française a accepté et s'est engagée par arrêté du Conseil des Ministres n°92 CM du 17 janvier 2018, publié le 19 janvier 2018, à émettre au profit du Bénéficiaire une garantie à première demande autonome et irrévocable selon les termes et conditions ci-après exposés.

## **1. OBLIGATION DU GARANT**

Le Garant s'engage de façon irrévocable et inconditionnelle à payer immédiatement au Bénéficiaire, sur demande de ce dernier conformément à l'article 2.1, toute somme dans la limite d'un montant de quatre millions neuf cent quarante-quatre mille deux cent euros (EUR 4 944 200).

## **2. PROCEDURE**

- 2.1 Le Bénéficiaire devra pour mettre en jeu la garantie définie à l'article 1 (*Obligation du Garant*) adresser une notification au Garant conforme au modèle joint en annexe aux

présentes, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ci-après la « **Demande de Paiement** ».

2.2 Le Garant s'engage à verser la somme définie à l'article 1 (*Obligation du Garant*) sur le compte bancaire du Bénéficiaire, tel qu'indiqué dans la Demande de Paiement, en fonds immédiatement disponibles, dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la date de réception de la Demande de Paiement.

2.3 La présente garantie à première demande pourra être mise en jeu par le Bénéficiaire en une ou plusieurs fois, dans la limite du montant prévu à l'article 1 (*Obligation du Garant*).

2.4 Tout paiement partiel effectué par le Garant au titre de la présente garantie à première demande viendra s'imputer sur la somme définie à l'article 1 (*Obligation du Garant*).

### 3. NATURE DE L'ENGAGEMENT DU GARANT

3.1 La présente garantie à première demande constitue pour le Garant un engagement irrévocable, autonome et indépendant de toutes relations contractuelles ou non contractuelles existant ou pouvant exister entre le Bénéficiaire et quiconque (en ce compris le CHPF), ledit engagement étant souscrit à titre principal à l'égard du Bénéficiaire.

3.2 Le Garant renonce irrévocablement à contester l'une quelconque de ses obligations au titre de la présente garantie à première demande. Le Garant s'engage notamment à ne pas opposer d'exceptions, objections ou contestations d'aucune sorte qui pourraient être tirées de relations existant entre la Polynésie Française en sa qualité de garant et le Bénéficiaire, et/ou entre le CHPF en sa qualité d'emprunteur et le Bénéficiaire, ou de tout autre motif de fait ou de droit.

3.3 Le Garant s'oblige quelle que soit l'évolution de ses liens avec le CHPF à honorer ses engagements envers le Bénéficiaire.

3.4 Il est précisé que par la volonté expresse du Garant et du Bénéficiaire, présente garantie est une garantie autonome régie par l'article 2321 du Code civil et ne constitue donc ni un cautionnement, ni une garantie documentaire.

### 4. DUREE DE L'ENGAGEMENT DU GARANT

4.1 La présente garantie à première demande entrera en vigueur ce jour et expirera au plus tard le 30 septembre 2030.

4.2 Aucune Demande de Paiement ne pourra être soumise après la date d'expiration visée ci-dessus.

### 5. FISCALITE ET FRAIS

5.1 Tous les paiements effectués au titre de la présente garantie à première demande seront faits au Bénéficiaire sans déduction de quelconques impôts et taxes ou frais de toute sorte. Si une retenue de nature fiscale ou similaire est effectuée, le Garant majorera le paiement considéré du montant supplémentaire nécessaire pour que le Bénéficiaire reçoive un montant net égal au montant prévu à l'article 1 (*Obligation du Garant*).

5.2 En conséquence, le Garant s'engage à compléter la somme demandée au titre de la présente garantie à première demande de telle sorte que les montants perçus par le Bénéficiaire soient égaux aux montants prévus à l'article 1 (*Obligation du Garant*) de la présente garantie à première demande, et ce, nonobstant tout prélèvements ou retenues dont ils feraient l'objet en vertu d'une obligation quelconque.

**5.3** Toutes sommes payables par le Garant au titre des présentes le seront sans compensation.

## **6. DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS DU GARANT**

### **6.1 Déclaration et Engagements**

Le Garant fait les déclarations et engagements stipulés ci-dessous en faveur du Bénéficiaire. Ces déclarations et engagements constituent un élément essentiel et déterminant pour le Bénéficiaire.

### **6.2 Pouvoirs et capacité**

Le Garant a le pouvoir de signer et d'exécuter la présente garantie et a pris toutes les mesures nécessaires pour autoriser la signature et l'exécution de la présente garantie.

### **6.3 Validité juridique**

Les obligations du Garant au titre de la présente garantie sont licites, l'obligent valablement et lui sont opposables.

### **6.4 Autorisations**

Toutes les autorisations nécessaires ou souhaitables dans le cadre de la signature, l'exécution, la validité et l'opposabilité des opérations prévues par la présente garantie ont été obtenues ou mises en vigueur (selon les cas).

### **6.5 Absence de conflit**

La signature et l'exécution de la présente garantie et des opérations qui y sont prévues :

- a) ne contreviennent à aucune obligation légale ou réglementaire ;
- b) ne contreviennent à aucune stipulation des statuts du Garant ;
- c) ne contreviennent à aucune stipulation d'un document auquel le Garant est partie ou relatif à ses actifs

### **6.6 Relation d'affaires**

Le Garant s'engage à n'entrer en relation d'affaires avec aucune des personnes, des groupes ou des entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne et la France à des sanctions financières (incluant notamment la lutte contre le financement du terrorisme).

Le Garant s'engage à ne pas acquérir ou fournir de matériel ou intervenir dans des secteurs sous embargo :

- des Nations Unies,
- de l'Union Européenne,
- de la France.

### **6.7 Origine licite des fonds**

Le Garant s'engage à ce que les fonds engagés dans le cadre de la présente garantie ne soient pas d'origine illicite au regard du droit français, et en particulier ne sont pas en rapport avec le

trafic de stupéfiants, la fraude aux intérêts financiers des Communautés européennes, la corruption, les activités criminelles organisées ou le financement du terrorisme, sans que cette liste soit limitative. Le Garant s'engage à ce que lesdits fonds ne soient pas d'origine illicite au regard de son droit. Dans tous les cas, il s'engage à avertir sans délai le Bénéficiaire s'il a connaissance d'informations faisant peser des soupçons sur le caractère illicite desdits fonds.

#### **6.8 Absence d'Actes de Corruption ou de Fraude ou de Pratiques Anticoncurrentielles**

Le Garant s'engage à ce que la signature et l'exécution de la présente garantie ne donne lieu à aucun acte de corruption ni de Fraude ni de Pratique Anticoncurrentielle entendu comme :

- Toute infraction visée par les articles 432-11, 433-1 et 433-2 et 445-1 et suivant du Code Pénal ;
- toute manœuvre (action ou omission), qu'elle soit ou non pénalement incriminée, destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments ou à surprendre ou vicier son consentement, contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer les règles internes de la société afin d'obtenir un bénéfice illégitime ;
- toute action concertée ou tacite ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elle tend à : 1° limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ; 2° faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ; 3° limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ; 4° répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement ;
- toute exploitation abusive par une entreprise ou un groupe d'entreprises d'une position dominante sur un marché intérieur ou sur une partie substantielle de celui-ci ;
- toute offre de prix ou pratique de prix de vente abusivement bas, dont l'objet ou l'effet est d'éliminer d'un marché ou d'empêcher d'accéder à un marché une entreprise ou l'un de ses produits.

#### **6.9 Réitérations**

Toutes les déclarations et garanties visées au présent article 6 sont faites à la date des présentes et sont considérées être réitérées tant que la présente garantie sera en vigueur.

#### **7. RENONCIATION A RECOURS**

Tant que la présente garantie sera en vigueur, le Garant s'interdit d'exercer tout droit ou recours ou d'exercer toute action ou de prendre toute mesure qui aurait pour effet de le faire venir en concours avec le Bénéficiaire tant que ce dernier n'aura pas été remboursé de la totalité des sommes due par le CHPF au titre de la Convention de Crédit .

#### **8. TRANSFERT DE LA GARANTIE**

Le Garant s'interdit de céder, transférer, soumettre à novation ou aliéner l'un quelconque des droits et/ou obligations qui lui sont conférés en vertu de la présente garantie, sauf accord écrit préalable du Bénéficiaire quant à ce changement.

#### **9. NOTIFICATIONS**

Toutes les notifications ou autres communications effectuées en vertu des présentes ou en rapport avec celles-ci, à l'exception de la Demande de Paiement qui devra être effectuée

conformément à la procédure prévue à l'article 2 de la présente garantie, seront adressées par écrit et, sauf indication contraire, pourront être transmises par courrier, par télex, par télécopie ou par courrier électronique. Elles seront réputées transmises :

- a) en cas d'envoi par courrier, au moment de la remise en mains propres ou de la réception effective du courrier ; et
- b) en cas d'envoi par télécopie ou par courrier électronique, au moment de la réception sous forme lisible.

Cependant, toute notification adressée conformément aux instructions ci-dessus mais reçue un jour non ouvrable ou après les heures normales de bureau du lieu de réception, sera réputée transmise le premier jour ouvrable suivant.

Toute notification, demande ou communication devant être faite et tout document devant être délivré par une partie à une autre partie en exécution des présentes sera faite et délivrée :

Pour le Garant :

**PRESIDENCE DE LA POLYNESIE FRANCAISE**

Adresse : BP 2551, 98713 PAPEETE – TAHITI

Quartier Broche – Avenue Pouvanaa a Oopa

Téléphone : (689) 40 47 20 00

Télécopie : (689) 40 47 21 10

A l'attention de : Directeur de cabinet

Pour le Bénéficiaire :

**AGENCE AFD DE PAPEETE**

Adresse : 34 te aroa 5 no mati 1791 – Immeuble Artémis – BP578 – 98713 PAPEETE–TAHITI

Téléphone : (689) 40 54 46 00

Télécopie : (689) 40 54 46 01

A l'attention de : Directeur de l'agence

**Copie :**

**AFD SIEGE**

Adresse: 5, rue Roland Barthes – 75598 Paris Cedex 12, France

Téléphone: + 33 1 53 44 31 31

Télécopie: + 33 1 53 44 38 67

A l'attention de: Directeur du Département Outre-mer

Ou à toute autre adresse ou numéro de télécopie qui aura été signifié par le destinataire à l'autre partie moyennant un préavis de cinq (5) jours ouvrés minimum.

**10. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE**

10.1 La présente garantie à première demande est régie par le droit français.

10.2 Tout différend relatif à sa validité, son interprétation ou son exécution relèvera de la compétence des tribunaux du ressort de la Cour d'Appel de Paris.

Fait à Papeete, en trois (3) exemplaires originaux dont un (1) exemplaire pour l'AFD

*La Polynésie française,*  
Edouard FRITCH.

*Le vice-président,*  
Teva ROHFRITSCH.

(Signature à faire précéder de la mention manuscrite suivante : « *Lu et approuvé, bon pour garantie à première demande irrévocable et inconditionnelle dans la limite du montant visé à l'article 1 ci-dessus* ».)

**L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT**

Représentée par : Thierry PAULAIS, Directeur de l'Agence de Papeete

(Signature à faire précéder de la mention manuscrite suivante : « *Bon pour acceptation* ».)

**ANNEXE – MODELE DE DEMANDE DE PAIEMENT**

[Lieu]

[Date]

[DESTINATAIRE] \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

<b>LETTRE RECOMMANDEE AVEC DEMANDE D'AVIS DE RECEPTION</b>
--

**OBJET :**     **MISE EN JEU DE LA GARANTIE A PREMIERE DEMANDE EMISE LE [●]  
PAR LA POLYNESIE FRANCAISE EN FAVEUR DE L'AFD**

Monsieur,

Par lettre en date du [●], la Polynésie Française a émis une garantie à première demande irrévocable, valable jusqu'au [●], à concurrence de [●] euros ([●] EUR).

Par la présente nous vous demandons le paiement de [●] EUR ([●] Euros) en fonds immédiatement disponibles, sur le compte n° [●] ouvert dans les livres de [●], dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la réception de la présente demande de paiement.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.



**CONVENTION n° 1010 PR du 8 février 2018 relative à la mission d'assistance technique de l'INAO dans le cadre de l'instruction du dossier de reconnaissance en appellation d'origine protégée (AOP) de la vanille de Tahiti.**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie Française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie Française ;

Vu l'arrêté n° 676/PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie Française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de Monsieur le Président de la Polynésie Française du 25 septembre 2017 à Monsieur le Haut-Commissaire de la République en Polynésie Française ;

Vu la lettre de Monsieur le Haut-Commissaire de la République en Polynésie Française du 27 septembre 2017 à Madame la Directrice de l'INAO ;

**ENTRE**

**La Polynésie Française**, représentée par Monsieur Edouard FRITCH, en sa qualité de Président,

**d'une part,**

**ET**

**L'Institut National de l'Origine et de la Qualité**, ci-après dénommé « **INAO** », représenté par, Madame Marie GUITTARD, en sa qualité de Directrice

**d'autre part,**

**ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE**

La Polynésie Française, en collaboration avec l'ensemble des partenaires institutionnels (Etat, Etablissement public industriel et commercial Vanille de Tahiti, Association interprofessionnelle de la Vanille de Tahiti) souhaite obtenir la reconnaissance en appellation d'origine protégée (AOP) de la vanille de Tahiti en vue de sa valorisation, et ainsi conforter sa notoriété notamment à l'exportation.

Une association interprofessionnelle de la Vanille de Tahiti a été créée le 1<sup>er</sup> février 2017 en vue de gérer et de défendre cette appellation d'origine, reconnue en Polynésie Française par l'arrêté n° 1111 CM du 10 août 2016.

Dans ce cadre, l'assistance technique et l'accompagnement de l'INAO sont sollicités afin de parvenir à l'enregistrement de la vanille de Tahiti en AOP.

L'INAO qui est chargé en France de la reconnaissance et de la protection des SIQO (signe officiel d'identification de la qualité et de l'origine) n'a pas compétence pour intervenir dans les Pays et Territoires d'Outre-Mer. Il intervient donc ici à titre d'expert.

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### **Article 1 : Objet**

La présente convention fixe entre ses signataires les conditions d'exécution d'une mission d'assistance technique dans le cadre du dépôt auprès de la Commission Européenne d'une demande de reconnaissance en AOP de la vanille de Tahiti.

### **Article 2 : Termes de la mission**

Durant la période d'exécution de la présente convention, l'INAO s'engage à conseiller et assister les autorités polynésiennes dans :

- la construction de l'environnement de l'appellation d'origine (organisation de l'interprofession, mise en place du système de contrôle),
- l'élaboration de la demande de reconnaissance en AOP de la vanille de Tahiti, la rédaction du cahier des charges,
- le dépôt du dossier,
- ainsi que le suivi lors de son instruction par la Commission européenne.

La Polynésie Française s'engage à mettre à la disposition de l'INAO tous les éléments nécessaires à une bonne compréhension et complétude du dossier.

L'INAO s'engage à participer aux réunions de travail (par audio ou visioconférence) des acteurs de la filière lorsqu'il y sera invité, à répondre à toutes les questions qui lui seront soumises, à corriger les documents ayant trait à la demande (projets de cahier des charges et documents annexes). A l'échéance de la convention, il adressera au Président de la Polynésie française un bilan de ses actions et une évaluation de la démarche. L'INAO s'engage à la confidentialité la plus stricte sur les éléments communiqués.

### **Article 3 : Modalité financière de l'intervention de l'INAO**

Pour la mission citée en article 2, il sera versé à l'INAO la somme forfaitaire de 12 200 € soit 1 455 848 FCFP correspondant :

- à un volume global de 22 jours d'expertise, comprenant tous les aspects de la mission d'assistance technique (prise de connaissance des spécificités de la production et de la préparation de la vanille, du contexte économique et social de la filière, de la réglementation locale, étude des dossiers, proposition de rédaction des documents officiels, remise d'un rapport d'évaluation de la mission),
- aux frais de déplacement pour une rencontre sur Paris et pour une mission de 5 jours en Polynésie française.

Cette somme sera versée sur le compte bancaire référencé ci-après :

Titulaire du compte :

**INAO AGENCE COMPTABLE – INSTITUT NATIONAL ORIGINE ET QUALITE – 12 RUE HENRI ROL TANGUY TSA 30003 93555 MONTREUIL S/BOIS CEDEX**

Domiciliation : **TPPARIS**

Code banque : **10071**

Code guichet : **75000**

N° de compte : **00001000030**

Clé RIB : **87**

*Numéro de compte bancaire international (IBAN)*

**FR76 1007 1750 0000 0010 0003 087**

Bank Identifier Code (BIC)

**TRPUFRP1**

**Pour l'année 2017 : 6 100 € soit 727 924 XPF**

- Un versement de 50% représentant un montant de 6 100 € soit 727 924 Fcfp sera versée dans les 45 jours suivant la livraison du cahier des charges.

**Pour l'année 2018 : 6100 € soit 727 924 XPF**

- Le solde d'un montant de 6100 € soit 727 924 XPF sera versé dans les 45 jours suivant l'envoi du dossier à la Commission Européenne et au plus tard le 31/12/2018.

**Article 4 : Imputation budgétaire**

La dépense est imputable au budget de fonctionnement de la Polynésie française comme suit :

- Exercice : 2017
- Sous-Chapitre : 965 01
- Article : 622

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

**Article 5- Election de domicile**

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

**Présidence de la Polynésie française**

Avenue Pouvaana OOPA

BP 2551 – 98713, Papeete Tahiti – Polynésie française

**Institut National Origine et Qualité**

12 Rue Henri Rol Tanguy

TSA 30003 93555 MONTREUIL CEDEX

**Article 6 : Durée de la convention – Avenant**

La présente convention prend effet à compter du 15 novembre 2017 et prendra fin dans un délai de 6 mois après le dépôt de la demande auprès de la Commission Européenne et *au plus tard* le 31 décembre 2018. Chacun de ses articles pourra faire l'objet d'avenants.

**Article 7 : Dénonciation – litiges**

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis d'un mois. Le montant des frais réellement engagés sera arrêté à la date de fin anticipée de la prestation.

Tout litige relatif à l'application de la présente convention sera présenté devant le tribunal compétent de Papeete.

**Article 8 : Frais de timbres et d'enregistrement**

La présente convention est dispensée de frais de timbre et d'enregistrement.

Fait à Montreuil, le 25 janvier 2018.

*La directrice de l'INAO,*  
Marie GUITTARD.

Fait à Papeete, le 8 février 2018.

*Le Président de la Polynésie française,*  
Edouard FRITCH.

*Vu, le haut-commissaire de la République en Polynésie française,*  
René BIDAL.

**CONVENTION particulière de coopération 2017 n° 1020 du 8 février 2018 entre la Polynésie française  
et l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).**

Entre :

La Polynésie française, représentée par M. Edouard Fritch, Président de la Polynésie française,

*d'une part,*

Et :

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), autorité administrative indépendante, représentée par M. Pierre-Franck Chevet,

*d'autre part,*

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française et notamment son article 14 ;

Vu la délibération n° 2012-51 APF du 29 octobre 2012 portant approbation de la convention cadre de coopération 2012-2015 entre la Polynésie française et l'Autorité de sûreté nucléaire ;

Vu la délibération n° 2016-12 APF du 16 février 2016 portant approbation du schéma d'organisation sanitaire 2016-2021 ;

Vu la convention cadre de coopération n° 6988 du 28 décembre 2012 entre l'Autorité de sûreté nucléaire et la Polynésie française, renouvelée tacitement jusqu'au 31 décembre 2017 ;

Vu la convention particulière de coopération n° 10299 du 30 décembre 2016 entre l'Autorité de sûreté nucléaire et la Polynésie française ;

Considérant l'avis rendu par le Haut-commissaire par courrier n° HC/xxxx/SAITG le xx xxxxx 2017;

Considérant le rapport annuel de coopération entre l'Autorité de sûreté nucléaire et la Polynésie française, établi par l'ASN pour l'année 2016 et transmis le 1<sup>er</sup> mars 2017 par courrier CODEP-PRS-2017-008860), ainsi que les bilans 2014 et 2015 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

## **PREAMBULE**

La convention cadre de coopération signée entre la Polynésie française et l'Autorité de sûreté nucléaire prévoit dans son article 4 l'établissement chaque année d'une « convention particulière de coopération » annuelle, détaillant le programme de travail pour l'année dans chacun des domaines prédéfinis de coopération.

La présente convention particulière fixe le programme de travail pour l'année 2017.

## **ART. 1 – EVALUATION DU PROGRAMME D'ACTION 2016**

Le rapport annuel faisant le bilan des actions achevées ou en cours, rédigé par l'ASN dans le cadre de l'évaluation de la mise en œuvre effective de la convention particulière 2016, est adopté.

## **ART. 2 – PROGRAMME DE TRAVAIL 2017**

Le programme de travail pour l'année 2017 est le suivant :

### **Programme n° 1 - Réglementation**

Les textes polynésiens adossés au référentiel métropolitain et préparés de 2012 à 2014 ont fait l'objet d'un important travail de relecture par l'ASN jusqu'en 2015. La poursuite de l'élaboration de la réglementation est reportée en 2018.

### **Programme n° 2 - Appui technique et formation**

L'ASN apporte un appui documentaire et technique sur le thème de la radioprotection dans le domaine de la santé, de la recherche, de l'industrie et du travail de la Polynésie française.

Il n'est pas prévu de mission de l'ASN en Polynésie en 2017.

### **Programme n° 3 – Recensement - Autorisations - Déclarations**

#### **Procédures et conventions**

L'ASN et la Polynésie Française prépareront le projet de convention unique de coopération qui fixera le cadre d'intervention de l'ASN pour la période 2018-2020.

#### **Autorisations et déclarations**

L'ASN apporte son appui pour l'instruction des dossiers de demande d'autorisation des activités nucléaires, et dans les situations d'éventuel retrait ou de suspension d'autorisation.

En 2017, cela concerne principalement le renouvellement de l'autorisation du service de médecine isotopique du CHPF (validité jusqu'au 3 juin 2017) et le renouvellement de l'autorisation du service de radiothérapie externe du CHPF (validité jusqu'au 18 octobre 2017).

Les demandeurs, titulaires ou déclarants s'adressent aux autorités de la Polynésie française, qui leur répond. Les dossiers de demande de renouvellement sont constitués par les responsables des installations, sur le modèle des dossiers métropolitains, et sont transmis à l'ASN pour avis par les interlocuteurs désignés de Polynésie française. L'ASN identifie les demandes complémentaires les plus opportunes, rédige un modèle de courrier de demande, donne le cas échéant son avis sur les réponses et propose des projets de décision d'autorisation à prendre par les autorités polynésiennes.

La Polynésie française transmet à l'ASN tous les avis et décisions relatifs aux demandes d'autorisation et aux déclarations qu'elle a rédigés.

#### **Programme n°4 - Événements significatifs en radioprotection (ESR)**

Au cours de cette période, l'ASN interviendra en tant qu'expert auprès de la Polynésie française pour apporter son aide et son soutien technique à l'instruction et au traitement des déclarations des événements significatifs en radioprotection (ESR).

L'ASN est chargée d'apporter assistance dans le traitement des événements significatifs en radioprotection déclarés aux administrations de la Polynésie française par les responsables des installations mettant en œuvre des rayonnements ionisants.

L'instruction de ces dossiers peut conduire l'ASN à proposer à la Polynésie française :

- a) de faire des demandes complémentaires aux responsables des installations,
- b) de valider les actions correctives apportées par ces responsables.

Il appartient à la Polynésie française d'émettre les demandes complémentaires formulées par l'ASN.

Il appartient aux responsables des installations mettant en œuvre des rayonnements ionisants d'adresser leurs réponses à la Polynésie française, avec copie à l'ASN. Si l'ASN n'est pas en copie de ces courriers, la Polynésie française transmet une copie de ces réponses à l'ASN.

La Polynésie française s'engage à transmettre à l'ASN les avis et décisions relatifs aux événements indésirables.

#### **Programme n°5 - Conformité des installations**

##### **Inspections des installations par des agents de l'ASN**

Il n'est pas prévu de mission de l'ASN en Polynésie en 2017.

##### **Suites des inspections 2016**

Au cours de la mission de l'ASN en octobre 2016, le Laboratoire des travaux publics de Polynésie (LTPP), le service de médecine isotopique, le service de radiothérapie, les services d'imagerie interventionnelle du Centre hospitalier de Polynésie française (CHPF) ont été inspectés. Les inspections seront dans la mesure du possible à clore en 2017, des points en suspens pouvant être reportés aux inspections de 2018.

L'autorité de Polynésie française transmet à l'ASN systématiquement et au fil de l'eau une copie des courriers qu'elle rédige à l'attention de ses administrés.

### **ART. 3 - IDENTIFICATION DES CORRESPONDANTS**

Dans le but de faciliter les contacts et de favoriser le bon déroulement des collaborations, l'ASN et la Polynésie française désignent des interlocuteurs spécifiques, points privilégiés d'entrée des demandes.

### **ART. 4 – LES MECANISMES DE SUIVI ET D'EVALUATION**

Dans le cadre de l'évaluation de la mise en œuvre effective de la présente convention, un rapport annuel faisant le bilan des actions menées et en cours sera rédigé par l'ASN.

La Polynésie française devra, dans un délai d'un mois après la réception de ce document, formuler ses observations éventuelles à l'ASN par courrier électronique et postal.

En l'absence d'observations formulées dans ce délai, le rapport est réputé validé par les deux parties. Les réponses apportées par l'ASN aux éventuelles observations de la Polynésie française seront intégrées dans le rapport par l'ASN.

### **ART. 5 – BUDGET**

Conformément à la convention cadre, la Polynésie française prend en charge la totalité des coûts des actions réalisées par l'ASN dans le cadre de la présente convention particulière, sur la base du budget estimatif prévu ci-dessous, sur production de mémoires et de factures acquittées.

#### **Budget prévisionnel 2017**

Le budget estimatif à prendre en compte en 2017 correspond à la prise en charge de l'expertise réalisée à Paris par les agents de l'ASN, sur la base de 15 jours/homme à 900 € HT/jour, soit un montant prévisionnel de 13500 € HT, soit 1 610 979 XPF HT.

#### **Remboursement par la Polynésie française**

Le paiement direct de fournisseurs par la Polynésie Française n'est pas prévu par la présente convention. Les frais sont remboursés par la Polynésie française, sur production des pièces justificatives.

Le taux applicable de TVA est de 13% (prestations de service outremer, taux applicable en Polynésie française). La TVA est prise en charge par la Direction de la santé et est versée au payeur de la Polynésie française.

Le taux de conversion retenu est le suivant :  $1 \text{ euro} \times 1000/8,38 = 119,331742243 \text{ XPF}$ .

Tout surcoût à la marge, relatif à des ajustements de prix ou de réalisation concernant les prestations prévues dans la présente convention, sera justifié par un certificat administratif délivré par la Direction concernée de Polynésie française (santé, travail, recherche), accompagné des pièces justificatives, sans qu'il soit nécessaire de procéder par voie d'avenant.

A contrario, en cas de dépassement important, anticipé et prévisible, relatif à des prestations prévues par la présente convention, ou en cas de dépassement relatif à des prestations rajoutées non prévues initialement par la présente convention, un avenant à la convention soumis au visa préalable du Contrôleur des dépenses engagées (CDE) sous couvert de la Direction du budget et des finances de la Polynésie française est nécessairement signé entre les parties.

La prestation est facturée en euros (€) par l'ASN et fait l'objet d'un avertissement (appel de fonds), qui en détaille le montant total hors taxe et TTC, ainsi que le mode de calcul. L'appel de fonds est adressé à la Polynésie française accompagné de l'ensemble des pièces justificatives.

Un titre de perception est émis par l'ASN pour le montant total hors taxe.

A réception, la Polynésie française s'acquitte de la somme due en euros par virement au compte ouvert à la Banque de France indiqué sur le titre de perception.

### **Imputation budgétaire**

La dépense est imputable au budget de fonctionnement de la Direction de la santé :

Budget de la Polynésie française	100
Centre de travail	80002-F
Exercice	2017
Sous-chapitre	970 03
Article	622 68

Le paiement a lieu selon les règles de la comptabilité publique. Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

En vue de faciliter le suivi de la convention, l'ASN adopte la procédure interne suivante : la rémunération des prestations effectuées par l'ASN en faveur de la Polynésie française est reversée du budget général de l'État français sur l'attribution de produits n° 23.2.2.063 de l'ASN.

### **ART. 6 - PUBLICATION**

Sur proposition de l'ASN et lorsqu'ils le méritent, les avis d'incidents relatifs aux ESR, sont publiés sur le site Internet de la Direction de la santé.

### **ART. 7- DUREE, MODIFICATION, DENONCIATION**

La présente convention est établie pour une durée courant du 1<sup>er</sup> janvier jusqu'au 31 décembre 2017, en cinq exemplaires originaux. Elle peut être dénoncée à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de trois mois. Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait en cinq exemplaires originaux, le 8 février 2018.

Pour la Polynésie française :  
*Le Président,*  
Edouard FRITCH.

Pour l'Autorité de sûreté nucléaire :  
*Le président,*  
Pierre-Franck CHEVET.

Pour la Polynésie française :  
Pour le vice-président absent :  
*Le ministre du logement, de l'aménagement  
et de l'urbanisme,*  
Jean-Christophe BOUISSOU.



# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

### MEKATHON

SAS au capital de 1 000 000 F CFP  
Siège social : Quai des Thoniers  
BP 9433 Motu Uta, 98715 Papeete  
n° TAHITI : 433888, RCS : n° 9867B

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 12 février 2018, les actionnaires, après avoir entendu le rapport du liquidateur, ont approuvé les comptes de liquidation, ont donné *quitus* au liquidateur et l'ont déchargé de son mandat, puis ont prononcé la clôture des opérations de liquidation à ce jour

RCS de Papeete.

Pour avis.

Etude de Me Bernard BRUGGMANN,  
notaire à la résidence de Papeete (île de Tahiti)

### INTERROUTE

Société anonyme  
Capital : 151 100 000 F CFP  
Actions : 60 440

Siège social : Punaauia, vallée de la Punaruu  
RCS de Papeete : n° 76 97 B, n° TAHITI : 049486

*Renouvellement du mandat d'un administrateur*  
*Nomination du président du conseil d'administration*  
*Nomination d'un directeur général*

Aux termes de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 20 décembre 2017, M. François MARTINEZ-SOLA a été renouvelé à son poste d'administrateur.

Il résulte du conseil d'administration du 20 décembre 2017, tenu suite à la mise en conformité des statuts avec la loi de pays n° 2016-29 du 11 août 2016, que M. Marius dit Mario NOUVEAU, domicilié à Punaauia, Tamanu BP 380580, a été nommé en qualité de président du conseil d'administration pour la durée de son mandat d'administrateur et que M. Heirangi NOUVEAU, domicilié à Punaauia, Tamanu BP 380580, a été nommé en qualité de directeur général pour la durée de son mandat d'administrateur.

Pour avis et mention,  
Me Mélissa LAU,  
notaire.

### SCP RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE

415, boulevard Pomare  
BP 33, 98713 Papeete, Tahiti  
Polynésie Française

#### *Avis de constitution*

Aux termes d'un acte reçu par Me Nancy CHIN FOO notaire salarié au sein de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE, 415, boulevard Pomare à Papeete (Tahiti), le 31 janvier 2017, a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme* : Société civile.

*Dénomination* : BRICER 5.

*Siège social* : Punaauia, Polynésie française, PK 15,500, côté mer.

*Objet social* :

- l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature ;
- la mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects ;
- l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social ;
- la vente ou l'attribution aux associés des biens meubles et immeubles devenus inutiles à la société ;
- et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en faciliter la réalisation.

*Durée* : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

*Apports en numéraire* : 200 000 F CFP.

*Capital* : 200 000 F CFP divisé en 200 parts de 1 000 F CFP chacune.

*Gérance* :

- 1° M. Bernard André GALLOIS, demeurant à Punaauia, PK 15,500 côté mer ;
- 2° Mme Jenny Heitiare LO, demeurant à Punaauia, PK 15,500 côté mer.

*Immatriculation* : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Cession de parts* : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. En revanche, elles ne peuvent être cédées à tout autre cessionnaire qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Pour avis,  
Me Nancy CHIN FOO,  
notaire salarié.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN,**  
notaire à la résidence de Papeete (île de Tahiti)

**PACIFIC PROMOTION TAHITI**  
Société anonyme  
au capital de 36 140 000 F CFP  
Siège social : Papeete, 94, avenue du Prince-Hinoui,  
BP 625, 98713 Papeete  
RCS de Papeete n° 76 65 B, n° TAHITI 062497

*Renouvellement du mandat d'un administrateur*  
*Nomination de nouveaux administrateurs*  
*Démission du directeur général*  
*Nomination du président-directeur général*

Aux termes de l'assemblée générale mixte du 28 décembre 2017, les actionnaires ont renouvelé M. Teva ADOLPHE dit SYLVAIN à son poste d'administrateur et ont nommé en qualité de nouveaux administrateurs M. Vatea Jacques Vaki ADOLPHE dit SYLVAIN ainsi que Mlle Vaima Patricia Marie-Josée ADOPLHE dit SYLVAIN demeurant tous deux à Punaauia, au PK 9,300, coté mer.

Le conseil d'administration du 5 janvier 2018, tenu suite à la mise en conformité des statuts avec la loi du pays n° 2016-29 du 11 août 2016, a constaté la démission de Mme Marie-Josèphe ADOLPHE dit SYLVAIN née LUCIANI de ses fonctions de directeur général et a nommé M. Teva ADOLPHE dit SYLVAIN, domicilié à Punaauia, PK 11,500, coté mer en qualité de président-directeur général pour la durée de son mandat d'administrateur.

Pour avis et mention,  
Me Mélissa LAU,  
notaire.

**EURL PAPEHUE IMPORT**  
Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée  
au capital social de 500 000 F CFP  
Siège social : Paea, Papehuet, PK 19,100  
RCS de Papeete n° 1125 B, n° TAHITI 973289

Par décision en date du 13 février 2018, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 13 février 2018 et sa mise en liquidation amiable. Mme Roiti MONTARON, demeurant Paea, PK 19,100, coté montagne, BP 779, 98713 Papeete, tél. : 87 77 13 25, a été nommée en qualité de liquidateur.

Les pouvoirs les plus étendus pour terminer les opérations sociales en cours, réaliser l'actif, acquitter le passif lui ont été confiés. Le siège de liquidation est fixé au siège social de la société, au même titre que l'adresse de correspondance.

Mention sera faite au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,  
Le gérant.

**GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE  
DE PAPEETE**

Aux termes d'un acte en date du 5 février 2018, enregistré à Papeete le 6 février 2017 folio 80, bordereau 2464/17,

La Société BLUE COCO, SARL au capital de 1 250 000 F CFP, dont le siège social est à Pointe de Matira, 98730 Bora Bora, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 13 152 B, prise en la personne de son gérant en exercice, M. François DANIEL,

A vendu à la société BORA BORA BEACH CAFE, SARL au capital de 1 000 000 F CFP, dont le siège social est à Faatahi Yacht Club, Farepiti, BP 123, 98730 Bora Bora, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro TPI 17384B, prise en la personne de son gérant en exercice, M. Marc SUMBUL, né le 20 octobre 1968 à Nigde en Turquie, de nationalité française, demeurant BP 123 Nunue, commune de Vaitape, 98730 Bora Bora,

Un fonds de commerce de restauration, sis et exploité à Matira, Bora Bora, dénommé "BLUE COCO",

Moyennant le prix de 41 500 000 F CFP.

L'entrée en jouissance a été fixée au 5 février 2018.

La première insertion est parue au *Journal officiel* de la Polynésie française du 13 février 2018, pages 3580 et 3581.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, par exploit d'huissier, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales, au Cabinet de Me Olivier GUILLOUX, avocat à Papeete, immeuble Fare Tony, BP 43006 Fare Tony, 98713 Papeete, où domicile a été élu à cet effet.

Pour avis,  
Le greffier en chef  
du tribunal mixte de commerce.

**WHYNOT**  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 100 000 F CFP  
Siège social : Mahina, PK 10,500, côté montagne

*Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 12 janvier 2018 à Mahina, il a été constitué une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :

*Dénomination sociale* : "WHYNOT".

*Forme sociale* : Société à responsabilité limitée.

*Siège social* : PK 10,500, côté montagne, Mahina.

*Objet social* : La société a pour objet, en Polynésie et dans tous pays :

- l'activité de restauration, traiteur, organisateur de réception, et de manière générale la fabrication et/ou la commercialisation de produits alimentaires ;
- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiques ;

- la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- le tout directement ou indirectement pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, souscription, d'achat de titres ou de droit sociaux, de fusion, d'alliance, de sociétés en participation ou groupement d'intérêt économique ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits ;
- et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ci-dessous ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

*Durée de la société :* 99 ans à compter du 1er janvier 2018 pour expirer le 31 janvier 2117.

*Capital social :* Cent mille francs CFP (100 000 F CFP).

Les cogérants sont Mme Amélie GRAS épouse MARCHAL et M. Pierre-François MARCHAL.

Immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,  
La gérance.*

**SELARL GroupAvocats  
Me Gilles JOURDAINNE**

15, avenue Pouvana'a-a-Oopa, Papeete  
Tél. : (689) 40 54 04 54, Fax : (689) 40 54 04 55

**SCI ARIITEANUI**

*Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seing privé établi le 14 février 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

*Forme :* Société civile immobilière.

*Dénomination :* ARIITEANUI.

*Siège social :* Pirae, quartier Sachet.

*Objet :* Acquisition, mise en valeur, administration, exploitation, prise à bail, location de tout immeuble bâti ou en Polynésie française.

*Durée :* 99 ans.

*Capital :* 200 000 F CFP divisé en 200 parts sociales.

*Apports :* 200 000 F CFP en numéraire.

*Gérance :* M. Jean-François SACHET et Mme Christine DANIEL épouse SACHET, demeurant ensemble à Pirae, quartier Sachet.

*Cessions des parts :* La cession des parts est libre entre associés, conjoints et descendants et soumise à agrément pour les autres.

*Immatriculation :* Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,  
Me Gilles JOURDAINNE,  
avocat.*

**MAVERAURA ITI**

**Société à responsabilité limitée  
au capital de 200 000 F CFP**

**Siège social :** Papeete, Fare Ute, île de Tahiti,  
(Polynésie française)

**RCS de Papeete n° TP : 111 235 B, n° TAHITI : 999854**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 9 février 2018, il résulte les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

*Ancienne mention*

*Gérance :* Frédéric TURCONI.

*Nouvelle mention*

*Gérance :* Eric MINARDI, demeurant à Punaauia, île de Tahiti, lotissement Miri, lot n° 121.

RCS de Papeete.

*Pour avis,  
La gérance.*

**SOCIETE POLYNESIENNE D'EXPLOITATION HOTELIERE**

**Société à responsabilité limitée  
au capital de 200 000 F CFP**

**Siège social :** Moorea, Haapiti, PK 26, côté mer

**RCS de Papeete n° TP : 115 238 B, n° TAHITI : B64829**

Aux termes d'une décision collective en date du 16 juin 2017, M. Noël COIA a été nommé gérant de la société en remplacement de M. Pascal DELANNOY à effet à compter du 1er juillet 2017.

RCS de Papeete.

*Pour avis,  
La gérance.*

**SCI MAIARI**

**Société civile au capital de 100 000 F CFP  
Siège social :** 42, rue Paul-Gauguin, Papeete  
BP 45151, 98713 Papeete  
**RCS de Papeete n° 08266 C**

*Avis de publicité*

Au terme d'une délibération extraordinaire en date du 31 janvier 2018, la collectivité des associés a :

- agréé un nouvel associé, autorisé la cession d'une part sociale détenue par Mme Karine GIRAUD à M. Thierry SICARD ;
- autorisé la cession de 49 parts sociales détenues par Mlle Véronique VOTA à M. Thierry SICARD ;
- nommé en qualité de nouveau gérant de la SCI MAIARI, M. Thierry SICARD, pour une durée illimitée.

En conséquence, les associés ont décidé de modifier les articles des statuts :

**Art. 7. — Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de *cent mille francs CFP*, divisé en 100 parts sociales de 1 000 F CFP chacune, réparties comme suit :

- Mme Véronique VOTA, propriétaire de cinquante (50) parts sociales numérotées de 1 à 50 inclus, ci.....50 parts ;
- Mr Thierry SICARD, propriétaire de cinquante (50) parts sociales numérotée de 51 à 100, ci.....50 parts ;
- *Total des parts sociales : cent, ci.....100 parts.*

**Art. 16. — La gérance**

Les associés ont décidé de modifier l'article 16 des statuts, dans sa partie 2) uniquement.

*Ancienne mention*

2 - *Est nommée gérante de la société* : Mlle Véronique VOTA.

*Nouvelle mention*

2 - *Sont nommés cogérants de la société* : Mlle Véronique VOTA et M. Thierry SICARD.

Le reste de l'article est sans changement.

*Pour avis,  
La gérance.*

**SARL 'ARIOI EXPERIENCE**

*Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 14 février 2018 à Papeete, il a été constitué une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :

**Dénomination** : 'ARIOI EXPERIENCE (ou 'ARIOI par raccourci).

**Forme sociale** : Société à responsabilité limitée.

**Objet social** : La société a pour objet la promotion culturelle sous forme de plateforme numérique de téléchargement, de musique, de chorégraphie, de traduction et la mise en contact avec des professionnels de la culture. La société a pour objet l'animation culturelle sous forme d'expérience touristique, en animant des activités culturelles pour faire découvrir la culture polynésienne traditionnelle. La société a également pour objet d'organiser des actions de formation professionnelle. La société a pour vocation, la qualité d'entreprise de l'économie sociale et solidaire en Polynésie française. Elle accompagne, soutient et suit des associations d'intérêt public et culturelle ou ayant un objet qui intéresse les associés.

**Durée de la société** : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

**Capital social** : Deux cent mille francs CFP (200 000 F CFP).

Les gérantes sont Mmes Hinatea COLOMBANI et Laura THERON.

Immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,  
La gérance.*

**MARVIO - STATION-SERVICE PAOFAI  
SARL au capital de 100 000 F CFP  
Siège social : Papeete, quartier Paofai  
avenue du Commandant-Destremau**

*Avis de constitution*

Suivant acte sous seings privés établi à Papeete le 5 février 2018, il a été constitué une entreprise ayant les caractéristiques suivantes :

**Forme** : Société à responsabilité limitée.

**Dénomination sociale** : MARVIO - STATION-SERVICE PAOFAI.

**Siège social** : Papeete, avenue du Commandant-Destremau, quartier Paofai.

**Objet social** : L'exploitation de toutes stations-service lui appartenant ou prises en location-gérance, l'achat et la vente au détail de produits alimentaires et de toutes marchandises diverses.

**Capital social** : 100 000 F CFP, divisé en 100 parts de 1 000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées, représentant des apports en numéraire.

**Durée** : 99 années à compter de la date d'immatriculation de l'entreprise au registre du commerce de Papeete.

**Gérance** : A été désigné gérant de la société, M. Benoit PHILIBERT, né le 13 février 1970 à Vannes (56), de nationalité française, divorcé, non remarié, demeurant à Miri 3, lot n° 189, 98717 Punaauia.

**Cession des parts sociales** : La cession entre associés est libre. La cession à des tiers non associés requiert le consentement de la majorité des associés représentant les trois-quarts des parts sociales.

**Immatriculation** : L'entreprise sera immatriculée au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

*Pour avis,  
Le gérant.*

**AIR CARGO CENTER  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 200 000 F CFP**

*Avis de constitution*

Au terme d'un acte sous seing privé, en date à Papeete du 14 février 2018, il a été constitué une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes :

**Dénomination sociale** : AIR CARGO CENTER.

**Siège social** : Aéroport de Tahiti-Faa'a.

**Capital social** : 200 000 F CFP, divisé en 100 parts de 2 000 F CFP chacune.

**Objet social** : Commissionnaire en transport aérien de marchandises.

**Durée** : 99 ans, à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

**Gérant** : M. Hervé OCKENFUSS, demeurant à Papeete, Tahiti, Pirae.

**Clause d'agrément** : Les parts sont librement cessibles entre associés, conjoints, ascendants et descendants.

**Immatriculation** : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,  
Le gérant.*

**SCI TEAHUMAeva**

Société civile immobilière

au capital de 51 421 000 F CFP

Siège social : Résidence Pamatai Hills,

lot n° 30 ou BP 42 582 Fare Tony, 98713 Papeete

RCS n° 10211-C

Aux termes d'une assemblée générale en date du 13 février 2018, les associés ont décidé à titre extraordinaire de diminuer le capital social à hauteur de 51 321 000 F CFP par annulation de 51 321 parts sociales de 1 000 F CFP chacune au terme des cinq années de défiscalisation. Les articles 6 et 7 des statuts seront modifiés en conséquence.

*Capital social**Ancienne mention* : 51 421 000 F CFP.*Nouvelle mention* : 100 000 F CFP.

*Pour avis,  
La gérance.*

**ANNONCES DIVERSES****ASSOCIATION SYNDICALE  
DU LOTISSEMENT TOAHOTU RAHI**

Les propriétaires du lotissement Toahotu Rahi sont convoqués en assemblée générale ordinaire le mardi 6 mars 2018 à la mairie de Punaauia à 17 heures.

L'ordre du jour est le suivant :

- approbation des comptes de l'exercice 2017 et *quitus* ;
- approbation du compte prévisionnel 2018 ;
- prix du mètre cube d'eau et montant des charges ;
- résolution spéciale : Tarification de la fourniture d'eau au volume ;
- renouvellement du bureau ;
- questions diverses.

En cas d'empêchement, je vous demande de remettre un pouvoir, daté et signé, à un propriétaire de votre choix.

A défaut de *quorum*, une seconde assemblée générale se tiendra le mardi 3 avril 2018, même lieu, même heure et même ordre du jour.

*Le président,*

Christian MACHOUX.

**ASSOCIATION DES ETUDIANTS ISEPP - AEI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(11 décembre 2017)

Présidente	: BROTHERS Mihitua
Vice-présidente	: NORMAND Maima
Secrétaire	: HOARA Hannah
Trésoriers	: TUIHAGI Giovanni PUHAHARU Rafael

**ASSOCIATION FAMILIALE MOEANA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(30 janvier 2018)

Président	: TEFAAITE Etienne
Secrétaire	: TEFAAITE Vaipoe
Trésorière	: TEFAAITE Marie-France

**APE DE L'ECOLE FAREROI MATERNELLE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(20 janvier 2018)

Présidente	: SZYMANOWICZ Audrey
Vice-présidente	: TERUHIA Murielle
Secrétaire	: HIRIPA Mareta
Trésorière	: TETUARAA Laetitia
Trésorière adjointe	: MOEARO Tiare

**ASSOCIATION TAHITIAN PADDLE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(7 janvier 2018)

Président	: DUBOIS Philippe
Vice-président	: WAN PHOOK Cédric
Secrétaire	: JOUSSIN Gilles
Trésorier	: YULE Steeve

**ASSOCIATION POUR LE RETABLISSEMENT DES DROITS  
DES AUTOCHTONES - ARDA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(4 février 2018)

Président	: AROITA Ariifanau
Vice-président	: RIMAONO Faata
Secrétaire	: TAPU Philomène
Secrétaire adjointe	: AROITA Heimiti
Trésorière	: PUHETINI Cécile
Trésorière adjointe	: AROITA Poerani

**FAAHOTU ORA***Modification de statuts*

Son nouveau siège social est fixé au PK 31,500, côté montagne, quartier Maruia, Papara.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(21 janvier 2018)

Président	: ERENA Ariiore
Vice-présidente	: PITA Etetera
Secrétaire	: ERENA Marie
Secrétaire adjointe	: ERENA Mireta
Trésorière	: ERENA Teura
Trésorière adjointe	: ERENA Vaiana
Assesseeurs	: GOODING-MARAETEFU Teraivaea ERENA Fareura

**AMICALE DES ANCIENS MILITAIRES DE HUAHINE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(2 février 2018)

Président	:	ROI Christophe
Vice-présidents	:	TETUMU Terii TISSOT Moana
Secrétaire	:	CHAPELIER Michel
Secrétaire adjointe	:	CHAPELIER Mugnette
Trésorier	:	BARRIER Jean-Claude
Trésorier adjoint	:	NIVEZ Louis

**BORA BORA ANIMARA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(26 janvier 2018)

Président	:	JUVENTIN François
Vice-présidente	:	ACHARD Muriel
Secrétaire	:	JUVENTIN Christine
Secrétaire adjointe	:	LO Moeana
Trésorière	:	MANEA Monique
Trésorière adjointe	:	FAVRE Marie-Corentine
Assesseur	:	ELLACOTT Tania

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES  
DU COLLEGE DE FAAROA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(4 octobre 2017)

Présidente	:	MALTBY Vaiete
Vice-présidente	:	HUNTER Evelynne
Secrétaire	:	HOATA Cindy
Secrétaire adjointe	:	TEUIRA Fabienne
Trésorière	:	VANSSOUE Christiane
Trésorier adjoint	:	SOUQUE Cyrille
Assesseur	:	HUNTER Viviane

**SYNDICAT DES PROPRIETAIRES  
DU LOTISSEMENT NOHO ARII****RENOUVELLEMENT DU MANDAT DU SYNDIC :**  
SARL SOGIMMO Polynésie**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(6 février 2018)

Président	:	MORONVAL Eddie
Vice-président	:	GIAU Yannick
Secrétaire	:	DRUET Toareia
Trésorier	:	SIENNE Gaston
Trésorier adjoint	:	WONG André
Membres	:	HERICHER Manon DEPRET Octave

**ASSOCIATION KARIGA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(15 janvier 2018)

Président	:	TEHIVA Hinano
Vice-présidente	:	BONNO Tiarenuu
Secrétaire	:	TEHIVA Eric
Secrétaire adjointe	:	BELLAIS Carla
Trésorière	:	BONNO Naia
Trésorier adjoint	:	MAA Gilbert

**ASSOCIATION SPORTIVE  
COURIR EN POLYNÉSIE - ASCEP****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(26 janvier 2018)

Président d'honneur	:	BRILLANT Jackie
Présidente	:	RAMOND Evelynne
Vice-président	:	PATRIS Olivier
Secrétaire	:	RAMOND Guy
Secrétaire adjoint	:	LEPRINCE Serge
Trésorière	:	PIDOU-SUCH Laura
Trésorier adjoint	:	HIU Michel

**ASSOCIATION DE FINANCEMENT DU MOUVEMENT  
POLITIQUE TE ORA API O PORINETIA***(Récépissé n° W9P1003835 du 6 février 2018)*

## Extraits de statuts

L'association de financement du mouvement politique "TE ORA API O PORINETIA", créée le 3 février 2018, est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour objet exclusif de recueillir les fonds destinés au seul financement du mouvement politique "TE ORA API O PORINETIA", conformément aux dispositions de l'article 11-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée, relative à la transparence financière de la vie politique.

Elle exerce son activité sur le territoire de la Polynésie française. Son siège social est fixé à Papeete, Tahiti.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente	:	TINORUA-TIMOTEO Lucie
Secrétaire	:	MAONI Heifara
Trésorière	:	RODRIGUEZ Dalina

**TE HUAAI A TEHOIRI - HAUATA EDWIN MAURINUI  
ET AHUROA MATHILDE TETUA***(Récépissé n° W9P1003851 du 8 février 2018)*

## Extraits de statuts

Il est constitué le 4 février 2018 une association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour titre TE HUAAI A TEHOIRI - HAUATA EDWIN MAURINUI ET AHUROA MATHILDE TETUA.

Elle a pour but le resserrement des liens familiaux entre les diverses branches et les divers membres de la famille TEHOIRI-AHUROA, le rassemblement et la conservation dans le patrimoine familial de tout document ou objet qui présente directement ou indirectement un intérêt quelconque pour la famille TEHOIRI-AHUROA, l'étude des documents et l'acquisition de nouveaux ; l'entraide familiale, en vue de favoriser et faciliter la promotion sociale et matérielle de ses membres ; la défense des intérêts moraux de la famille.

Elle réalise son but par tous moyens. L'association peut posséder en propriété ou en jouissance les biens meubles et immeubles nécessaires à l'accomplissement de son objectif :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractères folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Paea, au PK 20,600 côté montagne, servitude Tiaiti.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: MAITUI Mathilda
Vice-présidente	: TEHOIRI Miriama
Secrétaire	: TEHOIRI Vavitu
Secrétaire adjoint	: TEHOIRI Néphi
Trésorier	: TEHOIRI Maratininui
Trésorière adjointe	: TEHOIRI Emma

#### TAATIRAA TE UI RAITAU-RAITU

(Récépissé n° W9P1003781 du 23 janvier 2018)

#### Extraits de statuts

Il est fondé le 1er février 2018 une association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour titre TAATIRAA TE UI RAITAU-RAITU.

Elle a pour objet les affaires foncières.

Son siège social est fixé à Papearii, au PK 54,300, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MARURAI Paul
Vice-président	: ROOARII Camille
Secrétaire	: ROOARII Jeannette
Secrétaire adjointe	: MARURAI Mirei
Trésorière	: TAUTU Hilda
Trésorière adjointe	: MARURAI Tevate

#### RIMA ITI NO HITIA'A

(Récépissé n° W9P1003842 du 6 février 2018)

#### Extraits de statuts

En date du 16 janvier 2018, il est formé une association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour titre RIMA ITI NO HITIA'A.

Elle a pour objet :

- de regrouper des femmes militantes ;
- de lutter en faveur des droits des femmes pour une société laïque et égalitaire (égalité dans le monde du travail, représentativité dans la vie politique) ;
- de lutter contre les violences physiques, sexuelles et morales exercées contre les femmes ;
- le service de la vie quotidienne des personnes âgées : entretien de la maison et travaux ménagers ; petits travaux de jardinage et bricolage ;
- l'accompagnement dans les déplacements : promenades, transports, courses, etc.

Son siège social est fixé à Hitia'a, au PK 39,500, côté mer.

Sa durée est indéterminée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TAMARII Gilda
Vice-président	: TAMARII Georges
Secrétaire	: NANSEN Christine
Trésorière	: HARRYS Lucie

#### RAVA'AI RAU NO HITIA'A

(Récépissé n° W9P1003845 du 6 février 2018)

#### Extraits de statuts

En date du 16 janvier 2018, il est formé une association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour titre RAVA'AI RAU NO HITIA'A.

Elle a pour objet :

- d'identifier et faciliter l'accès à l'aide aux pêcheurs lagonaires de Hitia'a, des pêcheurs dans toutes les différentes activités de pêche lagonaire ;
- la protection des rivages et de son lagon ;
- la protection des espèces, de coraux et autres, qui touchent son lagon pour assurer sa protection.

Son siège social est fixé à Hitia'a, PK 39,500, côté montagne.

Sa durée est indéterminée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAMARII Georges
Vice-président	: TEOTAHU Cleck
Secrétaire	: MATO Heinarii
Trésorier	: MAONI Maxime

#### ASSOCIATION HUAHI MARIHAURI A RUA ET CATHERINE A TEHEI

(Récépissé n° W9P1003844 du 6 février 2018)

#### Extraits de statuts

Il est créé l'ASSOCIATION HUAHI MARIHAURI A RUA ET CATHERINE A TEHEI, fondée le 31 décembre 2017.

Elle a pour objet :

- de regrouper et de resserrer les liens familiaux ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, état civil, cadastre, etc.) et la succession de ses généalogies ;
- d'organiser des sorties et manifestations sportives, culturelles et loisirs ;
- de rechercher des fonds (bal, vente de plat ma'a, coprah-culture, periculture ou collectage de naissains) ;
- d'engager toutes actions pour faire aboutir les revendications concernant son patrimoine ;
- de défendre et de protéger les biens et droits familiaux ;
- d'avoir son identité familiale et juridique ;
- l'aide aux décès, mariage, des messes à l'intention, Toussaint ;
- bail de location, terrain, maison.

Son siège social est fixé à la Mission catholique, Papeete, lot n° 41, Tepapa.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: RUA Antoine
Vice-présidents	: RUA Marihau TUTURU Marie-Thérèse
Secrétaire	: PAHEO Vahina
Trésorière	: BARFF Linda

#### AITO RUA

(Récépissé n° W9P1003855 du 8 février 2018)

#### Extraits de statuts

Il est fondé le 30 janvier 2018 une association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour titre AITO RUA.

Elle a pour but de promouvoir le sentiment d'appartenance à Mahina, par toute action mettant en valeur la commune : solidarité, culture, environnement, jeunesse, sport, etc.

Son siège social est fixé à Mahina, route de la pointe Vénus, quartier Aumérân.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TUTE Titaina
Vice-président	: TUTE Remy
Secrétaire	: URVOY Tevahine
Trésorier	: URVOY Tiamaua

#### ASSOCIATION AGRICOLE, FAMILIALE, INDUSTRIELLE, TOURISTIQUE COLOMBANI - MOUA

(Récépissé n° W9P2000802 du 12 février 2018)

#### Extraits de statuts

Le 24 janvier 2018, est constituée une association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour titre ASSOCIATION AGRICOLE, FAMILIALE, INDUSTRIELLE, TOURISTIQUE COLOMBANI - MOUA.

Elle a pour objet la gestion et le développement du patrimoine (mobilier, immobilier, économique, financier) familiale :

- ainsi, d'une part et d'un point de vue social, filial, généalogique et patrimonial, elle a pour but de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et donc se connaître ;
- d'autre part, d'un point de vue économique et commercial, elle a pour objectifs la création et le développement d'activités agricoles, industrielles et touristiques ;
- qui plus est, d'un point de vue socio-financier, elle a pour autres objectifs la création d'emplois pour ses membres et la mise en place de dispositifs d'aides financières et autres dans le domaine sanitaire, judiciaire, scolaire et universitaire.

Son siège social est situé à Faie, Huahine.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: MOUA Heimata
Vice-présidente	: MOUA Vitanie
Secrétaire	: MOUA Herenui
Secrétaire adjoint	: LENOIR Tamatoa
Trésorier	: MOUA Teanuanua
Trésorière adjointe	: MOUA Teumeretini



**ASSOCIATION DES CHASSEURS  
TE MAU PEHO NO EIMEHO***(Récépissé n° W9P1003861 du 9 février 2018)*

## Extraits de statuts

Le 7 février 2018, il a été créé une association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour titre ASSOCIATION DES CHASSEURS TE MAU PEHO NO EIMEHO.

Elle a pour but :

- la pratique de la chasse au cochon sauvage, à la chèvre et au respect de la réglementation en vigueur en Polynésie française ;
- la gestion rationnelle et rigoureuse des zones de chasse ;

- la protection, la préservation des ressources végétales des vallées de la commune de Moorea-Maiao.

Son siège social est fixé à Afareaitu, Patae, PK 6,300, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	FAARUIA-PERRY William
Secrétaire	:	MOUA Emmanuelle
Trésorier	:	TARA Manu
Assesseurs	:	SHIGETOMI Guen MANA Jean-Claude BENETEAU Henri

**ANNONCES MARCHES PUBLICS****COMMUNE DE PAPEETE****RECONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DES CLOTURES  
POUR LE GROUPE SCOLAIRE DE HITI VAI NUI  
ET VAITAMA****Marché à procédure adaptée (MAPA)**

*1° Informations relatives à l'acheteur public :* Commune de Papeete, direction des affaires financières, BP 106, 98713 Papeete, e-mail : [andre.chang@villedepapeete.pf](mailto:andre.chang@villedepapeete.pf), tél. : 40 41 58 76, fax : 40 41 58 47.

*2° Objet et caractéristiques principales :* Le présent marché a pour objet de reconstruire la clôture de l'école élémentaire côté voirie et côté cour, de changer les portails et de construire une clôture en périphérie du plateau sportif du bâtiment de la cantine du Groupe scolaire de Hiti Vai Nui et Vaitama.

*4° Type de procédure :* Ce marché à procédure adaptée (MAPA) est passé conformément à la loi du pays n° 2017-14 du 13 juillet 2017 portant code polynésien des marchés publics et de l'arrêté n° 1455 CM du 24 août 2017 relatif à la partie "Arrêté" du code polynésien des marchés et ses annexes.

*5° Durée du marché :* Le marché est conclu pour une période initiale de 3 mois de délais d'exécution comprenant également l'approvisionnement à compter de la notification du marché. Les délais d'exécution sont imposés, ils s'intègrent dans un calendrier général pour l'ensemble des marchés de l'opération. Le calendrier général d'exécution des travaux est joint au dossier de consultation et la période de préparation est incluse dans ce délai.

*5° Conditions de participation, pièces à fournir par les candidats :* Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après :

**Pièces de l'offre :**

- 1° L'acte d'engagement dûment complété, signé, paraphé et daté ;
- 2° Un règlement de consultation des entreprises ;
- 3° Un cahier des clauses techniques particulières ;
- 4° Un CCAP (cahier des clauses administratives particulières) ;
- 5° Un BPU (bordereau des prix unitaire ou détail estimatif ou quantitatif).

**Pièces de la candidature :**

- une déclaration sur l'honneur que la société a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- documents et renseignements relatifs aux capacités financières ;
- documents et renseignements relatifs aux capacités techniques et professionnelles.

**6° Critères d'attribution :** Par ordre de priorité :

- 1° Valeur technique de l'offre (sur 10 points) ;
- 2° Prix des prestations (sur 8 points) ;
- 3° Délai d'exécution ou de livraison (sur 2 points).

Afin de permettre une analyse précise de son offre, le candidat veillera à apporter tous les éléments qu'il estimera nécessaires permettant à la commune de Papeete d'estimer la capacité réelle du candidat à répondre : Etablissements publics, communes, ou entreprises privées, pour lesquels le candidat intervient ; chiffre d'affaire des trois dernières années ; capacités technique et humaine de l'entreprise.

*7° Délais de remise des offres :* La date et l'heure limites est fixé au lundi 12 mars 2018 à 12 heures.

Délai de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

**8° Renseignements complémentaires :**

Renseignements administratifs : Direction des finances, Hôtel de ville de la commune de Papeete, Mme Agnès VAYSSIE, [Agnès.VAYSSIE@villedepapeete.pf](mailto:Agnès.VAYSSIE@villedepapeete.pf).

Renseignements techniques : Direction des services techniques/pôle bâtiment, hôtel de ville de la commune de Papeete, M. André CHANG, [andre.chang@villedepapeete.pf](mailto:andre.chang@villedepapeete.pf).

*9° Adresses :* Les plis devront être remis contre récépissé ou, s'ils sont envoyés par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant le lundi 12 mars 2018 à 12 heures et ce à l'adresse suivante : Commune de Papeete, direction des finances, hôtel de ville, BP 106, 98713 Papeete.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

*10° Conditions de remise des offres :* Les plis devront contenir une première enveloppe contenant les pièces de la candidature et une seconde enveloppe contenant les pièces de l'offre dont le contenu est défini au règlement de la consultation.

*11° Date d'envoi du présent avis à la publication :* Mardi 20 février 2018.

*12° Obtention du dossier :* A retirer par les candidats à la mairie de Papeete, service de la commande publique, bâtiment administratif, direction de l'administration et des finances ou par mail : [commandepublique@villedepapeete.pf](mailto:commandepublique@villedepapeete.pf).

*Le maire,*  
Michel BUILLARD.

**TARIFS TTC de l'Imprimerie officielle**

<i>Journal officiel de la Polynésie française</i>		
<i>en F CFP</i>	Polynésie française	Hors Polynésie française (exonéré de TVA)
	Voie aérienne	
Numéro.....	263	515
Abonnement annuel.....	13 533	26 604
<b>Annonces et Avis</b>		
Annonces judiciaires, légales et marchés publics :		
- la ligne.....		311
- les mêmes renouvelées .....		186
Annonces diverses (associations sportives, syndicales, coopératives, etc.) :		
- la ligne.....		232